



ÉLYSÉE CONSEILS · PROJET 2027 · DOCUMENT DE TRAVAIL

Les nominations du Président de la République et le pouvoir d'y mettre fin

Recensement poste par poste au 30 septembre 2026 — base de la proposition de revue générale des hauts responsables de l'État

Projet 2027 est la rédaction d'un programme pour la présidentielle 2027. Open source, ce programme est mis à disposition de tous les candidats à la présidentielle.

1. Objet et méthode

Ce document recense les emplois auxquels le Président de la République nomme – par décret en conseil des ministres, par décret simple ou par arrêté – et indique, pour chacun, s’il peut juridiquement mettre fin aux fonctions et à quelles conditions. Il sert de base à la proposition du Projet 2027 de revue générale des hauts responsables en début de mandat.

Les règles ont été lues dans les textes consolidés sur Légifrance (septembre 2026) – Constitution, ordonnance n° 58-1136, décret n° 59-587, loi organique n° 2010-837, code général de la fonction publique (articles L341-1, R*341-1 et R341-2), ordonnance n° 2014-948, statuts des établissements – et le mode de nomination a été constaté sur des décrets récents publiés au Journal officiel. Chaque ligne du classeur Excel associé porte sa source et son degré de fiabilité (vérifié sur le texte, vérifié sur un décret, ou déduit de la règle générale).

Une ligne correspond à un poste ou à un groupe homogène de postes (préfets, sous-préfets, ambassadeurs, recteurs, directeurs généraux d'ARS et de CHU...).

Légende des régimes

A – À tout moment	Emploi « à la décision du Gouvernement » (CGFP L341-1 et R*341-1) : nomination et cessation de fonctions libres, par décret.
B – Mandat fixe, fin anticipée possible	Dirigeant nommé pour une durée déterminée ; fin anticipée par décret pour des motifs tirés de l'intérêt du service (CE, Ass., 22 décembre 1989, Morin), avec parfois une garantie de procédure.
C – Société : révocation par décret	Société détenue directement à plus de 50 % par l'État : dirigeants nommés par décret et révocables par décret (ordonnance n° 2014-948, articles 19 et 20).
D – Protégé	Nommé par le Président mais non révocable par lui : magistrats, autorités indépendantes (loi n° 2017-55, art. 6), Banque de France (CMF L142-8), Conseil constitutionnel, chefs des inspections générales (décret n° 2022-335, art. 7).
E – Autre autorité	Pour mémoire : postes nommés par une autre autorité (Arcom, conseil d'administration, ministre).

2. Synthèse

Famille	A	B	C	Total révocables	D	E
1. Présidence et institutions	7	3	0	10	8	2
2. Premier ministre, délégués et hauts-commissaires	39	0	0	39	0	1
3. Administrations centrales des ministères	169	0	0	169	0	2
4. Préfets, administration territoriale et diplomatie	12	2	0	14	0	0
5. Défense, sécurité et renseignement	30	1	0	31	0	1
6. Juridictions et inspections générales	1	1	0	2	28	4
7. Agences et établissements publics de l'État	34	104	0	138	1	46
8. Entreprises publiques et participations de l'État	0	22	23	45	0	36

Famille	A	B	C	Total révocables	D	E
9. Autorités administratives et publiques indépendantes	0	2	0	2	26	2
Total	292	135	23	450	63	94

Nombre de lignes du recensement. Une ligne peut couvrir plusieurs postes.

Estimation du nombre de personnes concernées par la proposition

Famille	Postes (ordre de grandeur)	Base de l'estimation
Sous-préfets	≈ 510	Arrêté du 21 décembre 2022 portant classement des emplois de sous-préfet (groupes I à V)
Administrations centrales, services du Premier ministre, délégations interministérielles	≈ 230	Lignes du recensement (régimes A)
Agences, établissements publics, ARS, CHU, rectorats	≈ 225	Lignes du recensement ; 18 ARS, une trentaine de CHU, une quarantaine de recteurs
Diplomatie	≈ 190	166 ambassades bilatérales, 16 représentations permanentes, ambassadeurs thématiques (Sénat, rapport n° 867, 2025-2026)
Préfets	≈ 135	130 emplois de préfet (Acteurs publics, décembre 2022) et hauts-commissaires
Entreprises publiques	≈ 45	Lignes du recensement (régimes B et C)
Défense hors chaîne de commandement, renseignement	≈ 15	DGSE, DGSI, DGA, SGA, DGRIS, DGGN...
Total	≈ 1350	Chaîne de commandement militaire et collaborateurs de l'Élysée exclus

3. Postes révocables par le Président (régimes A, B, C)

1. Présidence et institutions (10 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Gouvernement	Ministres, ministres délégués, secrétaires d'État	Décret du PR sur proposition du Premier ministre	Const. art. 8 al. 2	A	Le PR met fin à leurs fonctions sur proposition du PM (art. 8 al. 2) – pas de pouvoir autonome du PR
Grande chancellerie de la Légion d'honneur	Grand chancelier de la Légion d'honneur	Décret du PR en conseil des ministres (choisi parmi les grand'croix)	Const. art. 13 ; code de la Légion d'honneur art. R10	B	R10 : « Il demeure en charge pour une période de six ans, sauf s'il est mis fin plus tôt à ses fonctions » – fin anticipée expressément possible
Grande chancellerie de la Légion d'honneur	Secrétaire général de la grande chancellerie	Décret simple du PR (« nommé par le Président de la République »)	Code de la Légion d'honneur art. R118 ; décret 2003-1177 (mod. décret 2017-1427)	A	Hypothèse : emploi fonctionnel sans protection – déduit

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Ordre de la Libération (Conseil national des communes « Compagnon de la Libération »)	Délégué national (a succédé au chancelier de l'Ordre, fonction éteinte après M. Fred Moore)	Décret simple du PR, après avis du conseil d'administration de l'Ordre	Loi 99-418 art. 3 3° (réd. loi 2023-703) et art. 6 ; décret 2012-1253	B	Mandat à durée fixe, sans clause d'irrévocabilité (régime B déduit) ; le titre de « chancelier d'honneur » (M. Hubert Germain, décret du 25/11/2020, décédé en...
Ordre national du Mérite	Chancelier de l'ordre national du Mérite	De droit : le grand chancelier de la Légion d'honneur	Code de la Légion d'honneur art. R164	B	Fonction ex officio : suit le régime du grand chancelier (R10)
Présidence de la République	Chef de cabinet (et adjoints)	Arrêté du PR	Pouvoir propre du PR d'organiser ses services ; arrêtés visant le décret 2017-1098 (collaborateurs du PR)	A	Fin à tout moment par arrêté du PR
Présidence de la République	Conseillers (conseillers spéciaux, conseillers, conseillers techniques)	Arrêté du PR	Pouvoir propre du PR d'organiser ses services ; arrêtés visant le décret 2017-1098 (collaborateurs du PR)	A	Révocables à tout moment : les arrêtés « portant cessation de fonctions et nomination » sont fréquents (ex. 5 fins de fonctions par l'arrêté du 31/08/2026)
Présidence de la République	Directeur de cabinet	Arrêté du PR	Pouvoir propre du PR d'organiser ses services ; arrêtés visant le décret 2017-1098 (collaborateurs du PR)	A	Fin à tout moment par arrêté du PR (ex. fin des fonctions de M. Georges-François LECLERC à c/ 06/06/2026)
Présidence de la République	Secrétaire général de la Présidence	Arrêté du PR (ni décret, ni CM)	Pouvoir propre du PR d'organiser ses services ; arrêtés visant le décret 2017-1098 (collaborateurs du PR)	A	Collaborateur du PR : fin à tout moment par arrêté (ex. fin des fonctions de M. Emmanuel Moulin à c/ 04/05/2026) ; aucun texte de protection
Présidence de la République	Secrétaires généraux adjoints	Arrêté du PR	Pouvoir propre du PR d'organiser ses services ; arrêtés visant le décret 2017-1098 (collaborateurs du PR)	A	Fin à tout moment par arrêté du PR (ex. arrêté du 01/04/2026 mettant fin aux fonctions de Mmes Émilie PIETTE et Constance BENSUSSAN)

2. Premier ministre, délégués et hauts-commissaires (39 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
DILCRAH	Délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret n° 2012-221...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation de programme interministérielle au nouveau nucléaire (DINN)	Délégué interministériel au nouveau nucléaire	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret n° 2022-141...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle au développement de la vallée de la Seine	Délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret n° 2013-336...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Délégation interministérielle au projet Euro Disney en France	Délégué interministériel au projet Euro Disney	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret institutif (...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle aux approvisionnements en minerais et métaux stratégiques	Délégué interministériel aux approvisionnements en minerais et métaux stratégiques	Décret du Président de la République (préambule non lisible ; conseil des ministres déduit)	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret institutif (...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle aux jeux Olympiques et Paralympiques / grands événements sportifs (DIJOP)	Délégué interministériel aux JOP et aux grands événements sportifs	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret n° 2008-1142...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle aux normes	Délégué interministériel aux normes	Décret du Président de la République (préambule non lisible sur Légifrance ; conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret institutif (...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle en charge de la gestion de l'eau en agriculture	Délégué interministériel en charge de la gestion de l'eau en agriculture	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret n° 2024-798...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer	Délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret institutif (...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle à l'accessibilité	Délégué interministériel à l'accessibilité	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret n° 2022-1578...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle à l'accompagnement des territoires en transition énergétique	Délégué interministériel à l'accompagnement des territoires en transition énergétique	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret n° 2021-759...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle à l'aide aux victimes (DIAV)	Délégué interministériel à l'aide aux victimes	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret n° 2017-1240...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL)	Délégué interministériel pour l'hébergement et l'accès au logement	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret n° 2010-1409...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle à l'éducation artistique et culturelle	Délégué interministériel à l'éducation artistique et culturelle	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret n° 2025-223...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle à la Méditerranée	Ambassadeur, délégué interministériel à la Méditerranée	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret institutif (...)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle à la forêt, au bois et à ses usages	Délégué interministériel à la forêt, au bois et à ses usages	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret institutif (...)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté	Délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret institutif (...)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle à la souveraineté agricole des outre-mer	Délégué interministériel à la souveraineté agricole des outre-mer	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret n° 2024-211...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle à la stratégie nationale pour les troubles du neuro-développement	Délégué interministériel à la stratégie nationale pour les TND	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; R.* 341-11° c CGFP (délégués interministériels) ; décret institutif : décret n° 2018-296...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de l'information légale et administrative (DILA)	Directeur de l'information légale et administrative	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2010-31 du 11 janvier 2010)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des services administratifs et financiers du Premier ministre(DSAF)	Directeur des services administratifs et financiers	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(texte d'organisation des services du PM (non relu))	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction interministérielle de la transformation publique (DITP)	Délégué interministériel à la transformation publique	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2017-1584 du 20 novembre 2017)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction interministérielle du numérique (DINUM)	Directeur interministériel du numérique	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2019-1088 du 25 octobre 2019, mod. par décret n...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle à l'encadrement supérieur de l'État (DIESE)	Délégué interministériel à l'encadrement supérieur de l'État	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2021-1775 du 24 décembre 2021)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Haut-Commissariat à la stratégie et au plan	Haut-commissaire à la stratégie et au plan	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2025-450 du 23 mai 2025 (« haut-commissaire nom...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA)	Président de la MILDECA	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2014-322 du 11 mars 2014 (non relu))	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN)	Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (R.* 341-1 [°] b CGFP (emploi nommément cité) ; code de la...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Secrétariat général de la mer (SGMer)	Secrétaire général de la mer	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 95-1232 du 22 novembre 1995)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Secrétariat général des affaires européennes (SGAE)	Secrétaire général des affaires européennes	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2005-1283 du 17 octobre 2005, mod. par décret n...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Secrétariat général du Gouvernement (SGG)	Secrétaire général du Gouvernement	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (R.* 341-1 [°] a CGFP (emploi nommément cité))	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Secrétariat général pour l'investissement (SGPI – France 2030)	Secrétaire général pour l'investissement	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2017-1791 du 28 décembre 2017 (non relu))	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Secrétariat général à la planification écologique (SGPE)	Secrétaire général à la planification écologique	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2022-990 du 7 juillet 2022)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Service d'information du Gouvernement (SIG)	Directeur du service d'information du Gouvernement	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2000-1027 du 18 octobre 2000, mod. par décret n...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Autres délégations interministérielles (nominations antérieures à 2021 : filière sucre 2020, égalité des chances des Fr...	Délégués interministériels	Décret du PR en conseil des ministres (pratique constante)	Décrets institutifs respectifs ; CGFP art. L341-1 et R*341-1 (emplois à la décision du Gouvernement)	A	Emploi à la décision du Gouvernement ; existence actuelle et titulaires non vérifiés (liste issue de la recherche JORF « nomination délégué interministériel »)
Délégation interministérielle au développement durable	Délégué interministériel	Décret du PR en conseil des ministres	Décret 2004-601 ; CGFP art. L341-1 et R*341-1 (emplois à la décision du Gouvernement)	A	Emploi à la décision du Gouvernement (CGFP R*341-11° c ou 2° a) : nomination et cessation de fonctions discrétionnaires
Délégation interministérielle à l'intelligence économique (supprimée)	Délégué interministériel (remplacé en 2016 par le commissaire à l'information stratégique et à la sécurité éc...	Décret du PR (dernier délégué : 2015) ; SISSE : décret du PR (2016)	Décret 2016-66 (SISSE, non relu) ; CGFP R*341-12° a	A	Entité disparue ; successeur (commissaire SISSE) : emploi de commissaire placé sous l'autorité du ministre (R*341-12° a) – déduit
Haut-commissariat à l'emploi et à l'engagement des entreprises	Haut-commissaire	Décret du PR en conseil des ministres	Décret 2020-1247 ; CGFP R*341-12° a	A	Emploi à la décision du Gouvernement ; existence actuelle du poste non vérifiée
Haut-commissariat à l'enfance	Haut(e)-commissaire à l'enfance	Décret du PR en conseil des ministres	Décret 2025-118 du 10 février 2025 ; CGFP R*341-12° a (hauts commissaires)	A	Emploi à la décision du Gouvernement
Haut-commissariat à l'enseignement et à la formation professionnels	Haut-commissaire	Décret du PR en conseil des ministres	Décret 2024-210 ; CGFP R*341-12° a	A	Emploi à la décision du Gouvernement

3. Administrations centrales des ministères (169 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP)	Directeur général de l'administration et de la fonction publique	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2016-1804 du 22 décembre 2016)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des affaires juridiques (SG)	Directeur des affaires juridiques	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-636 du 30 juin 2008 (org. adm. centrale Ag...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction générale de l'alimentation (DGAL)	Directeur général de l'alimentation	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-636 du 30 juin 2008 (org. adm. centrale Ag...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER)	Directeur général de l'enseignement et de la recherche	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-636 du 30 juin 2008 (org. adm. centrale Ag...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE)	Directeur général de la DGPE	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-636 du 30 juin 2008 (org. adm. centrale Ag...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Secrétariat général	Secrétaire général	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-636 du 30 juin 2008 (org. adm. centrale Ag...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Commissariat au numérique de défense	Commissaire au numérique de défense	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1178 du 5 octobre 2009 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
DIRISI (organisme interarmées rattaché au CEMA)	Directeur central de la DIRISI	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 (officiers généraux / directeurs d'administration centrale) ; décret n° 2009-1178 du 5 octob...	A	Officier général : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (Constitution art. 13 al. 3 ; code de la défense, emplois d'officiers gén...
Direction centrale de la SIMMT (EMAT)	Directeur central de la structure intégrée du MCO des matériels terrestres	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 (officiers généraux / directeurs d'administration centrale) ; décret n° 2009-1178 du 5 octob...	A	Officier général : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (Constitution art. 13 al. 3 ; code de la défense, emplois d'officiers gén...
Direction centrale du service de santé des armées (EMA)	Directeur central du service de santé des armées	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 (officiers généraux / directeurs d'administration centrale) ; décret n° 2009-1178 du 5 octob...	A	Officier général : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (Constitution art. 13 al. 3 ; code de la défense, emplois d'officiers gén...
Direction centrale du service de soutien de la flotte (EMM)	Directeur central du service de soutien de la flotte	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 (officiers généraux / directeurs d'administration centrale) ; décret n° 2009-1178 du 5 octob...	A	Officier général : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (Constitution art. 13 al. 3 ; code de la défense, emplois d'officiers gén...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction centrale du service du commissariat des armées (EMA)	Directeur central du service du commissariat des armées	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 (officiers généraux / directeurs d'administration centrale) ; décret n° 2009-1178 du 5 octob...	A	Officier général : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (Constitution art. 13 al. 3 ; code de la défense, emplois d'officiers gén...
Direction de l'industrie de défense (DGA)	Directeur de l'industrie de défense	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2009-1180 du 5 octobre 2009 (DGA), mod. par déc...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de l'ingénierie et de l'expertise (DGA)	Directeur de l'ingénierie et de l'expertise	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2009-1180 du 5 octobre 2009 (DGA), mod. par déc...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de la maintenance aéronautique (EMA)	Directeur central de la maintenance aéronautique	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 (officiers généraux / directeurs d'administration centrale) ; décret n° 2009-1178 du 5 octob...	A	Officier général : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (Constitution art. 13 al. 3 ; code de la défense, emplois d'officiers gén...
Direction de la mémoire, de la culture et des archives (DMCA, SGA)	Directeur de la mémoire, de la culture et des archives	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2009-1179 du 5 octobre 2009 (SGA), mod. par déc...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de la protection des installations, moyens et activités de la défense (DPID)	Directeur de la protection des installations, moyens et activités de la défense	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2009-1178 du 5 octobre 2009 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de la préparation de l'avenir et de la programmation (DGA)	Directeur de la préparation de l'avenir et de la programmation	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2009-1180 du 5 octobre 2009 (DGA), mod. par déc...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des affaires financières (SGA)	Directeur des affaires financières	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2009-1179 du 5 octobre 2009 (SGA), mod. par déc...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des affaires juridiques (SGA)	Directeur des affaires juridiques	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2009-1179 du 5 octobre 2009 (SGA), mod. par déc...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction des opérations, du maintien en condition opérationnelle et du numérique (DGA)	Directeur des opérations, du MCO et du numérique	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1180 du 5 octobre 2009(DGA), mod. par déc...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des ressources humaines (DGA)	Directeur des ressources humaines de la DGA	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1180 du 5 octobre 2009(DGA), mod. par déc...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des ressources humaines de l'armée de l'air et de l'espace (EMAAE)	Adjoint RH du major général et DRH de l'armée de l'air et de l'espace	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 (officiers généraux / directeurs d'administration centrale) ; décret n° 2009-1178 du 5 octob...	A	Officier général : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (Constitution art. 13 al. 3 ; code de la défense, emplois d'officiers gén...
Direction des ressources humaines de l'armée de terre (EMAT)	Directeur des ressources humaines de l'armée de terre	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 (officiers généraux / directeurs d'administration centrale) ; décret n° 2009-1178 du 5 octob...	A	Officier général : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (Constitution art. 13 al. 3 ; code de la défense, emplois d'officiers gén...
Direction des ressources humaines du ministère (DRH-MD, SGA)	Directeur des ressources humaines du ministère de la défense	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1179 du 5 octobre 2009(SGA), mod. par déc...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des territoires, de l'immobilier et de l'environnement (DTIE, SGA)	Directeur des territoires, de l'immobilier et de l'environnement	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1179 du 5 octobre 2009(SGA), mod. par déc...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction du personnel de la marine (EMM)	Directeur du personnel de la marine	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 (officiers généraux / directeurs d'administration centrale) ; décret n° 2009-1178 du 5 octob...	A	Officier général : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (Constitution art. 13 al. 3 ; code de la défense, emplois d'officiers gén...
Direction du service national et de la jeunesse (DSNJ, SGA)	Directeur du service national et de la jeunesse	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1179 du 5 octobre 2009(SGA), mod. par déc...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction internationale de la coopération et de l'export (DGA)	Directeur international de la coopération et de l'export	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1180 du 5 octobre 2009(DGA), mod. par déc...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Délégation à l'information et à la communication de la défense (DlCoD)	Délégué à l'information et à la communication de la défense	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1178 du 5 octobre 2009(org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation à la transformation et à la performance ministérielles (DTPM, SGA)	Délégué à la transformation et à la performance ministérielles	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1179 du 5 octobre 2009(SGA), mod. par déc...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Service d'infrastructure de la défense (SID, SGA)	Directeur central du service d'infrastructure de la défense	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1179 du 5 octobre 2009(SGA), mod. par déc...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale de la création artistique (DGCA)	Directeur général de la création artistique	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale de la démocratie culturelle, des enseignements et de la recherche (DGDCCER, créée 2025)	Directeur général de la DGDCCER	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale des médias et des industries culturelles (DGMIC)	Directeur général des médias et des industries culturelles	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale des patrimoines et de l'architecture (DGPA)	Directeur général des patrimoines et de l'architecture (délégué interministériel aux archives de France)	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF, rattachée au ministre)	Délégué général à la langue française et aux langues de France	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Secrétariat général du ministère de la culture	Secrétaire général	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS)	Directeur du CAPS	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Centre de crise et de soutien(CDCS)	Directeur du centre de crise et de soutien	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (DGP)	Directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction d'Afrique et de l'océan Indien (DGP)	Directeur d'Afrique et de l'océan Indien	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction d'Asie et d'Océanie (DGP)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de l'Europe continentale (DGP)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de l'Union européenne	Directeur de l'Union européenne	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de la communication et de la presse	Directeur de la communication et de la presse (porte-parole)	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de la coopération de sécurité et de défense (DGP)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction de la diplomatie culturelle, éducative, universitaire et scientifique (DGM)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de la diplomatie et de la souveraineté économiques (DGM)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de la sécurité diplomatique (DGAM)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des Amériques et des Caraïbes (DGP)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire (DFAE)	Directeur des Français à l'étranger et de l'administration consulaire	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des Nations unies, des organisations internationales, des droits de l'homme et de la francophonie (DGP)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des affaires financières (DGAM)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des affaires globales (DGM)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des affaires juridiques	Directeur des affaires juridiques	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement (DGP)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des archives	Directeur des archives	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des immeubles et de la logistique (DGAM)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des ressources humaines (DGAM)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction du numérique	Directeur du numérique	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction du pilotage et de la stratégie (DGM)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction du protocole d'État et des événements diplomatiques	Directeur du protocole, introducteur des ambassadeurs	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale de l'administration et de la modernisation (DGAM)	Directeur général de l'administration et de la modernisation	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale de la mondialisation (DGM)	Directeur général de la mondialisation	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012(org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction générale des affaires politiques et de sécurité (DGP)	Directeur général des affaires politiques et de sécurité	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012 (org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Secrétariat général du MEAE	Secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012 (org. adm. centra...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Académie de police (DGP)	Directeur des services actifs, directeur de l'académie de police	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 4° b (directeurs des services actifs de police à l'adminis...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
DEPAFI (secrétariat général)	Directeur de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
DMATES (secrétariat général)	Secrétaire général adjoint, directeur du management de l'administration territoriale et de l'encadrement supé...	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction centrale des compagnies républicaines de sécurité (DCCRS)	Directeur des services actifs, directeur central des CRS	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 4° b (directeurs des services actifs de police à l'adminis...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de l'asile (DGEF)	Directeur de l'asile	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de l'immigration (DGEF)	Directeur de l'immigration	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (DGEF)	Directeur de l'intégration et de l'accès à la nationalité (délégué interministériel à l'accueil et à l'intégr...	Décret du Président de la République en conseil des ministres (déduit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction de la coopération internationale de sécurité (DCIS, DGPn/DGGN)	Directeur de la coopération internationale de sécurité	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-14° b (directeurs des services actifs de police à l'adminis...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de la transformation numérique (DTNum, secrétariat général)	Directeur de la transformation numérique, secrétaire général adjoint en charge du numérique	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des affaires européennes et internationales (secrétariat général)	Directeur des affaires européennes et internationales	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des entreprises et partenariats de sécurité et des armes (DEPSA)	Directeur des entreprises et partenariats de sécurité et des armes	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ)	Directeur des libertés publiques et des affaires juridiques	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des opérations et de l'emploi (DGGN)	Directeur des opérations et de l'emploi de la gendarmerie	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Officier général : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (Constitution art. 13 al. 3 ; code de la défense, emplois d'officiers gén...
Direction des ressources humaines (secrétariat général)	Directeur des ressources humaines	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des ressources humaines de la gendarmerie nationale (DGGN)	Directeur des ressources humaines de la gendarmerie nationale	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Officier général : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (Constitution art. 13 al. 3 ; code de la défense, emplois d'officiers gén...
Direction des ressources humaines, des finances et des soutiens de la police nationale (DGPn)	Directeur des ressources humaines, des finances et des soutiens de la police nationale	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction des soutiens et des finances (DGGN)	Directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Officier général : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (Constitution art. 13 al. 3 ; code de la défense, emplois d'officiers gén...
Direction générale des collectivités locales (DGCL)	Directeur général des collectivités locales	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale des étrangers en France (DGEF)	Directeur général des étrangers en France	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction nationale de la police aux frontières (DNPAF)	Directeur des services actifs, directeur national de la police aux frontières	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-14° b (directeurs des services actifs de police à l'adminis...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction nationale de la police judiciaire (DNPJ)	Directeur des services actifs, directeur national de la police judiciaire	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-14° b (directeurs des services actifs de police à l'adminis...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction nationale de la sécurité publique (DNSP)	Directeur des services actifs, directeur national de la sécurité publique	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-14° b (directeurs des services actifs de police à l'adminis...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction nationale du renseignement territorial (DNRT)	Directeur des services actifs, directeur national du renseignement territorial	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-14° b (directeurs des services actifs de police à l'adminis...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation à l'information et à la communication (DICOM, secrétariat général)	Délégué à l'information et à la communication	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation à la sécurité routière (DSR)	Délégué à la sécurité routière (et délégué interministériel à la sécurité routière)	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Secrétariat général du ministère de l'intérieur	Secrétaire général	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de l'administration (DGAP)	Directeur de l'administration de la DGAP	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-689 du 9 juillet 2008 (org. ministère de l...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ)	Directeur de la protection judiciaire de la jeunesse	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-689 du 9 juillet 2008 (org. ministère de l...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des affaires civiles et du sceau (DACS)	Directeur des affaires civiles et du sceau	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-689 du 9 juillet 2008 (org. ministère de l...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG)	Directeur des affaires criminelles et des grâces	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-689 du 9 juillet 2008 (org. ministère de l...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des métiers (DGAP)	Directeur des métiers, adjoint au DGAP	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-689 du 9 juillet 2008 (org. ministère de l...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des services judiciaires (DSJ)	Directeur des services judiciaires	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-689 du 9 juillet 2008 (org. ministère de l...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale de l'administration pénitentiaire (DGAP)	Directeur général de l'administration pénitentiaire	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-689 du 9 juillet 2008 (org. ministère de l...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Secrétariat général du ministère de la justice	Secrétaire général	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-689 du 9 juillet 2008 (org. ministère de l...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction générale des outre-mer (DGOM)	Directeur général des outre-mer	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-728 du 12 août 2013 (org. adm. centrale In...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES)	Directeur de la DARES	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(texte d'organisation DARES (non relu))	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)	Directeur de la DREES	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2000-685 du 21 juillet 2000 (adm. centrale sant...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de la sécurité sociale (DSS)	Directeur de la sécurité sociale	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2000-685 du 21 juillet 2000 (adm. centrale sant...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des affaires juridiques (SG)	Directeur des affaires juridiques	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-727 du 12 août 2013 (SG des ministères cha...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des finances, des achats et des services (SG)	Directeur des finances, des achats et des services	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-727 du 12 août 2013 (SG des ministères cha...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des ressources humaines (SG ministères sociaux)	Directeur des ressources humaines	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-727 du 12 août 2013 (SG des ministères cha...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction du numérique (SG)	Directeur du numérique	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-727 du 12 août 2013 (SG des ministères cha...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale de l'offre de soins (DGOS)	Directeur général de l'offre de soins	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2010-271 du 15 mars 2010 ; décret n° 2000-685 a...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction générale de la cohésion sociale (DGCS)	Directeur général de la cohésion sociale	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2010-95 du 25 janvier 2010)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale de la recherche, de l'innovation et du numérique en santé (créée en 2026)	Directeur général de la recherche, de l'innovation et du numérique en santé	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2026-523 du 18 juin 2026)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale de la santé (DGS)	Directeur général de la santé	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2000-685 du 21 juillet 2000 (adm. centrale sant...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale du travail (DGT)	Directeur général du travail	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2006-1033 du 22 août 2006)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation aux affaires européennes et internationales (SG)	Délégué aux affaires européennes et internationales	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-727 du 12 août 2013 (SG des ministères cha...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)	Délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(texte d'organisation DGEFP (non relu))	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation à l'information et à la communication (SG)	Délégué à l'information et à la communication	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-727 du 12 août 2013 (SG des ministères cha...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales	Secrétaire général	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2013-727 du 12 août 2013 (SG des ministères cha...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Commissariat général au développement durable (CGDD)	Commissaire général au développement durable (et délégué interministériel au développement durable)	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction de l'action européenne et internationale (SG)	Directeur de l'action européenne et internationale	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de l'eau et de la biodiversité(DGALN)	Directeur de l'eau et de la biodiversité	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DGALN)	Directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de l'énergie (DGEC)	Directeur de l'énergie	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de la communication (SG)	Directeur de la communication	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de la sécurité de l'aviation civile (DSAC, SCN rattaché au DGAC)	Directeur de la sécurité de l'aviation civile	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des affaires financières (SG)	Directeur des affaires financières	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des affaires juridiques (SG)	Directeur des affaires juridiques	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des mobilités routières (DGITM)	Directeur des mobilités routières	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction des ressources humaines (SG)	Directeur des ressources humaines	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des services de la navigation aérienne (DSNA, SCN rattaché au DGAC)	Directeur des services de la navigation aérienne	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des transports ferroviaires et fluviaux et des ports (DGITM)	Directeur des transports ferroviaires et fluviaux et des ports	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction du climat, de l'efficacité énergétique et de l'air (DGEC)	Directeur du climat, de l'efficacité énergétique et de l'air	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction du numérique (SG)	Directeur du numérique	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction du transport aérien (DGAC)	Directeur du transport aérien	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)	Directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale de l'aviation civile (DGAC)	Directeur général de l'aviation civile	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC)	Directeur général de l'énergie et du climat	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction générale de la prévention des risques (DGPR)	Directeur général de la prévention des risques	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit pour le titulaire) ; NB : l'i...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA)	Directeur général des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités (DGITM)	Directeur général des infrastructures, des transports et des mobilités	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Secrétariat général des ministères (MTE/Cohésion des territoires/Mer)	Secrétaire général	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Agence des participations de l'État (APE)	Commissaire aux participations de l'État (directeur général de l'APE)	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2004-963 du 9 septembre 2004)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de l'immobilier de l'État (DIE)	Directeur de l'immobilier de l'État	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2016-1234 du 19 septembre 2016)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des achats de l'État (DAE)	Directeur des achats de l'État	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2016-247 du 3 mars 2016)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des affaires juridiques des ministères économiques et financiers	Directeur des affaires juridiques	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 98-975 du 2 novembre 1998 (non relu))	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction du budget	Directeur du budget	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(texte d'organisation de la direction du budget (non relu))	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)	Directeur général de la CCRF	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (texte d'organisation DGCCRF (non relu))	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)	Directeur général des douanes et droits indirects	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2023-662 (attributions du ministre) ; texte d'o...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale des entreprises (DGE)	Directeur général des entreprises	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2009-37 du 12 janvier 2009, mod. par décret n°...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale des finances publiques (DGFIP)	Directeur général des finances publiques	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2008-310 du 3 avril 2008)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale du Trésor	Directeur général du Trésor	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004)	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation interministérielle aux restructurations d'entreprises	Délégué (interministériel) aux restructurations d'entreprises	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2022-836 (attributions) ; texte institutif non...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Institut national de la statistique et des études économiques (Insee)	Directeur général de l'Insee	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (loi n° 46-854 et décret n° 2023-? d'organisation (non rel...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Secrétariat général des ministères économiques et financiers	Secrétaire général	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2010-444 du 30 avril 2010 (SG des ministères éc...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (SISSE)	Commissaire à l'information stratégique et à la sécurité économiques	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2016-66 (non relu))	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction de l'encadrement (SG)	Secrétaire général adjoint, directeur de l'encadrement	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2014-133 du 17 février 2014 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance(DEPP)	Directeur de l'évaluation, de la prospective et de la performance	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2014-133 du 17 février 2014 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative(DJEPVA)	Directeur de la DJEPVA, délégué interministériel à la jeunesse	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2014-133 du 17 février 2014 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des affaires financières (SG)	Directeur des affaires financières	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2014-133 du 17 février 2014 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des affaires juridiques (SG)	Directeur des affaires juridiques	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2014-133 du 17 février 2014 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction des sports (DS)	Directeur des sports	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2014-133 du 17 février 2014 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction du numérique pour l'éducation (DNE, commune SG/DGESCO)	Directeur du numérique pour l'éducation	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2014-133 du 17 février 2014 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO)	Directeur général de l'enseignement scolaire	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2014-133 du 17 février 2014 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP)	Directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2014-133 du 17 février 2014 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRl)	Directeur général de la recherche et de l'innovation	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2014-133 du 17 février 2014 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Direction générale des ressources humaines (SG)	Directeur général des ressources humaines	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2014-133 du 17 février 2014 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation aux relations européennes et internationales et à la coopération (SG)	Délégué aux relations européennes et internationales et à la coopération	Décret du Président de la République en conseil des ministres (dédit : Constitution art. 13 al. 3...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2014-133 du 17 février 2014 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Délégation à la communication (SG)	Délégué à la communication	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2014-133 du 17 février 2014 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...
Secrétariat général (MEN/MESRE/Sports)	Secrétaire général	Décret du Président de la République en conseil des ministres (préambule « le conseil des ministres...	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1(décret n° 2014-133 du 17 février 2014 (org. adm. centrale...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en conseil des ministres (R.* 341-1 CGFP, nomination ET cessation de fonctions...

4. Préfets, administration territoriale et diplomatie (14 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Corps préfectoral (emplois)	Préfets de région et de département	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du PM et du ministre de l'intérieur (+ outre...	Const. art. 13 al. 3 ; CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) 4° a ; décret 2022-491 art. 1 à 5 (4 groupes)	A	Emplois supérieurs relevant de L341-1 : nomination et cessation de fonctions à la décision du Gouvernement
Corps préfectoral (emplois)	Sous-préfets (arrondissement, secrétaire général, directeur de cabinet, chargé de mission...)	Décret simple du PR (sans CM), sur proposition du PM et du ministre de l'intérieur	Décret 2022-491 art. 6 à 12 (art. 8) ; décret 2019-1594 (emplois de direction)	B	« Les agents nommés dans les emplois de sous-préfet peuvent se voir retirer leur emploi dans l'intérêt du service » ; décisions de retrait non motivées (art. 8...
Nouvelle-Calédonie	Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 al. 3 (représentant de l'État en NC) ; décret 2022-491 art. 5 (assimilé groupe III) ; loi 99-210	A	Emploi de préfet : à la décision du Gouvernement
Nouvelle-Calédonie / Polynésie	Commissaires délégués de la République (provinces NC), secrétaires généraux, directeurs de cabinet des hauts-...	Décret simple du PR (emplois assimilés à sous-préfet)	Décret 2022-491 art. 7 et 8	B	Retrait d'emploi dans l'intérêt du service, non motivé (art. 8)
Polynésie française	Haut-commissaire de la République en Polynésie française	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 al. 3 (représentant de l'État dans une COM art. 74) ; décret 2022-491 art. 5 ; décret 2007-422	A	Emploi de préfet : à la décision du Gouvernement

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Préfectures	Préfets délégués pour l'égalité des chances	Décret du PR en conseil des ministres	CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) ; décret 2005-1621 ; décret 2022-491	A	Emploi de préfet : à la décision du Gouvernement
Préfectures de zone	Préfets délégués pour la défense et la sécurité	Décret du PR en conseil des ministres	CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) ; décret 2022-491 art. 5 (groupe IV)	A	Emploi de préfet : à la décision du Gouvernement
TAAF	Préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) ; décret 2022-491 art. 5	A	Emploi de préfet : à la décision du Gouvernement
Wallis-et-Futuna	Préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 al. 3 ; décret 2022-491 art. 5	A	Emploi de préfet : à la décision du Gouvernement
Zones de défense et de sécurité	Préfets de zone de défense et de sécurité	Pas de nomination distincte : fonction exercée par le préfet de la région du chef-lieu de zone (tit...	Décret 2002-84 relatif aux pouvoirs du préfet de zone ; C. défense R*1211-4 (zones) (non relus)	A	Suit l'emploi de préfet de région
Diplomatie – MEAE	Ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires (chefs de mission bilatérale) – 166 ambassades bilatérales...	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 al. 3 et art. 14 ; CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) 3° a	A	Emploi à la décision du Gouvernement (L341-1 : « essentiellement révocables ») ; décompte : Sénat, rapport d'information n° 867 (2025-2026), 08/07/2026 (« 166...
Diplomatie – MEAE	Ambassadeurs thématiques (migrations, Indopacifique, climat, santé mondiale, droits de l'homme...)	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 al. 3 (ambassadeurs)	A	Pas chefs de mission : hors lettre de R*341-1 3° a ; aucun texte de protection (régime A déduit)
Diplomatie – MEAE	Consul général de France à Jérusalem	Décret simple du PR (sans CM)	CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) 3° b ; décret 69-222 art. 66	A	Emploi à la décision du Gouvernement (cité nommément à R*341-1)
Diplomatie – MEAE	Représentants permanents (ONU New York et Genève, UE, OTAN, OCDE, UNESCO, FAO...) – 16 représentations permanen...	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) 3° a	A	Chefs de mission diplomatique ayant rang d'ambassadeur ; décrets récents UE et ONU New York non trouvés

5. Défense, sécurité et renseignement (31 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
AAE – CDE	Commandant de l'espace	Décret simple du PR (décret « portant affectation », sans CM)	Const. art. 13 al. 3 (officiers généraux nommés en CM) ; ord. 58-1136 art. 2 (affectation)	A	Emploi sans terme, fin par un nouveau décret en CM (ex. décret du 23/07/2025 mettant fin aux fonctions du MGA) ; le grade reste protégé : 2e section d'office s...
Armée de l'air et de l'espace	Chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace (CEMAAE)	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 al. 3 (officiers généraux nommés en CM) ; ord. 58-1136 art. 2	A	Emploi sans terme, fin par un nouveau décret en CM (ex. décret du 23/07/2025 mettant fin aux fonctions du MGA) ; le grade reste protégé : 2e section d'office s...
Armée de terre	Chef d'état-major de l'armée de terre (CEMAT)	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 al. 3 (officiers généraux nommés en CM) ; ord. 58-1136 art. 2	A	Emploi sans terme, fin par un nouveau décret en CM (ex. décret du 23/07/2025 mettant fin aux fonctions du MGA) ; le grade reste protégé : 2e section d'office s...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Armée de terre	Gouverneur militaire de Paris (OGZDS Paris, commandant zone terre IDF)	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 al. 3 (officiers généraux nommés en CM) ; ord. 58-1136 art. 2	A	Emploi sans terme, fin par un nouveau décret en CM (ex. décret du 23/07/2025 mettant fin aux fonctions du MGA) ; le grade reste protégé : 2e section d'office S...
Contrôle général des armées	Chef du contrôle général des armées	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; C. défense D3123-1 s. ; loi 66-474 ; décret 2008-951	A	Le décret met fin, à sa demande, aux fonctions du prédécesseur (E. LUCAS) ; aucun texte de protection relevé (régime A déduit)
Contrôle général des armées	Contrôleurs généraux des armées en mission extraordinaire	Décret du PR en conseil des ministres	Loi 76-371 ; décret 2016-1490 (non relus) ; Const. art. 13	B	Mission à durée fixe ; aucun texte de fin anticipée relevé (jurisprudence Morin)
DGA	Délégué général pour l'armement	Décret du PR en conseil des ministres	CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) 2° a (délégués généraux placés sous l'autorité directe du ministre) ; CGFP L341-1 ;...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : nomination et cessation de fonctions discrétionnaires (L341-1 « essentiellement révocables »)
DGSE	Directeur général de la sécurité extérieure	Décret du PR en conseil des ministres	CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) 2° b ; CGFP R341-2 1° ; C. défense D3126-1	A	Emploi à la décision du Gouvernement ; en tant qu'emploi « participant directement à la défense des intérêts fondamentaux » (R341-2), maintien au-delà de la li...
DRM	Directeur du renseignement militaire	Décret du PR (officier général) – décret non trouvé au JO	CGFP R341-2 4° ; L341-1 ; C. défense D3126-10 s.	A	Emploi à la décision du Gouvernement (R341-2) ; gal Patrick JUSTEL annoncé en juillet 2026 (opex360, 27/07/2026) en remplacement du gal LANGLADE de MONTGROS de...
DRSD	Directeur du renseignement et de la sécurité de la défense	Décret du PR (officier général ; CM pour la nomination, décret simple pour une simple affectation)...	CGFP R341-2 3° ; L341-1 ; L341-4 al. 2	A	Emploi à la décision du Gouvernement (listé à R341-2) ; maintien au-delà de la limite d'âge jusqu'à 3 ans, révocable à tout moment
EMA	Major général des armées (MGA)	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 al. 3 (officiers généraux nommés en CM) ; ord. 58-1136 art. 2	A	Fin de fonctions par décret en CM : décret du 23/07/2025 « il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de MGA » du gal GIRAUD (JORFTEXT000051949971)
EMA – COMCYBER	Commandant de la cyberdéfense	Décret du PR en conseil des ministres (nomination/promotion d'officier général)	Const. art. 13 al. 3 (officiers généraux nommés en CM) ; ord. 58-1136 art. 2	A	Emploi sans terme, fin par un nouveau décret en CM (ex. décret du 23/07/2025 mettant fin aux fonctions du MGA) ; le grade reste protégé : 2e section d'office S...
Gendarmerie nationale	Directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN)	Décret du PR en conseil des ministres	CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) 2° b ; Const. art. 13 (officier général)	A	Emploi à la décision du Gouvernement ; élévation aux rang et appellation de général d'armée par le même décret
Inspection générale des armées	Inspecteurs généraux des armées	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 al. 3 (officiers généraux nommés en CM) ; ord. 58-1136 art. 2	A	Emploi sans terme, fin par un nouveau décret en CM (ex. décret du 23/07/2025 mettant fin aux fonctions du MGA) ; le grade reste protégé : 2e section d'office S...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Marine nationale	Chef d'état-major de la marine (CEMM)	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 al. 3 (officiers généraux nommés en CM) ; ord. 58-1136 art. 2	A	Emploi sans terme, fin par un nouveau décret en CM (ex. décret du 23/07/2025 mettant fin aux fonctions du MGA) ; le grade reste protégé : 2e section d'office s...
Marine nationale	Préfets maritimes (Méditerranée, Atlantique, Manche-mer du Nord)	Décret du PR en conseil des ministres (nomination simultanée commandant de zone et d'arrondissement...	Const. art. 13 al. 3 (officiers généraux nommés en CM) ; ord. 58-1136 art. 2 ; décret 2004-112 relatif à l'action de l'...	A	Emploi sans terme, fin par un nouveau décret en CM (ex. décret du 23/07/2025 mettant fin aux fonctions du MGA) ; le grade reste protégé : 2e section d'office s...
Ministère des armées	Directeur général des relations internationales et de la stratégie (DGRIS)	Décret du PR en conseil des ministres	CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) 2° b ; décret 2015-4	A	Emploi à la décision du Gouvernement (L341-1)
Ministère des armées	Secrétaire général pour l'administration (SGA)	Décret du PR en conseil des ministres	CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) 2° a ; décret 2009-1179	A	Le décret de nomination met lui-même fin aux fonctions de la titulaire précédente (Mme SAURAT) : illustration du régime discrétionnaire
Ministère des armées / EMA	Chef d'état-major des armées (CEMA)	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 al. 3 (officiers généraux nommés en CM) ; ord. 58-1136 art. 2 ; C. défense R*3121-1(attributions)	A	Emploi sans terme, fin par un nouveau décret en CM (ex. décret du 23/07/2025 mettant fin aux fonctions du MGA) ; le grade reste protégé : 2e section d'office s...
Outre-mer	Commandants de zone maritime outre-mer / commandants supérieurs des forces armées (pas de « préfet maritime »...	Décret du PR en conseil des ministres (officier général)	Const. art. 13 al. 3 (officiers généraux nommés en CM) ; ord. 58-1136 art. 2	A	Emploi sans terme, fin par un nouveau décret en CM (ex. décret du 23/07/2025 mettant fin aux fonctions du MGA) ; le grade reste protégé : 2e section d'office s...
Premier ministre	Conseiller du Gouvernement pour la défense	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 al. 3 (officiers généraux nommés en CM) ; ord. 58-1136 art. 2	A	Emploi sans terme, fin par un nouveau décret en CM (ex. décret du 23/07/2025 mettant fin aux fonctions du MGA) ; le grade reste protégé : 2e section d'office s...
Présidence de la République	Chef de l'état-major particulier du Président de la République (CEMP)	Arrêté du Président de la République (ni décret, ni CM) – nomination au sein de la Présidence	Pouvoir propre du PR d'organiser ses services (pas de texte statutaire cité dans l'arrêté) ; le grade relève des décret...	A	Collaborateur direct du PR : fin à tout moment par arrêté du PR (régime déduit, aucun texte de protection)
Toutes armées	Officiers généraux – nomination et promotion (grade) / affectation (emploi)	Nomination/promotion : décret du PR en conseil des ministres ; affectation : décret simple du PR (s...	Const. art. 13 al. 3 (officiers généraux nommés en CM) ; ord. 58-1136 art. 2 ; C. défense L4141-1 à L4141-7 ; L4136-1(...	A	Emplois : à tout moment. Grade : 1re → 2e section par limite d'âge, sur demande, ou d'office « pour raisons de santé » ou « pour toute autre cause non disciplina...
DGSI	Directeur général de la sécurité intérieure	Décret du PR en conseil des ministres	CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) 2° b ; CGFP R341-2 2°	A	Le décret met fin aux fonctions du prédécesseur (N. LERNER) ; maintien possible au-delà de la limite d'âge jusqu'à 3 ans, révocable à tout moment (L341-4)
IGPN	Chef de l'inspection générale de la police nationale	Décret du PR en conseil des ministres	CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) 4° b (cité nommément)	A	Emploi à la décision du Gouvernement ; l'IGPN n'entre pas dans le décret 2022-335 (inspections protégées)
Ministère de l'intérieur	Directeur général de la police nationale (DGPN)	Décret du PR en conseil des ministres	CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) 2° b	A	Emploi à la décision du Gouvernement (L341-1)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Ministère de l'intérieur	Directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC)	Décret du PR en conseil des ministres	CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) 2° b	A	Emploi à la décision du Gouvernement
Police nationale	Directeurs des services actifs de police en administration centrale (dir. nationale de la police judiciaire,...	Décret du PR en conseil des ministres	CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) 4° b ; décret 2007-315	A	Emploi à la décision du Gouvernement ; décret spécifique du DNPJ non trouvé
Préfecture de police	Préfet de police (de Paris)	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; CGFP art. R*341-1(décret 2025-693) 4° a ; décret 2022-491 art. 1 et 5 (groupe I)	A	Emploi à la décision du Gouvernement
Présidence de la République – CNRLT	Coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme	Décret du PR en conseil des ministres	C. défense R*1122-8 (« nommé par décret en conseil des ministres »)	A	Conseiller du PR ; aucun texte de protection (régime A déduit)
Tracfin	Directeur du service à compétence nationale Tracfin	Décret du PR en conseil des ministres	C. mon. fin. D561-34 ; CGFP art. R*341-1 (décret 2025-693) 2° b (visa de l'ancien décret 85-779)	A	Emploi à la décision du Gouvernement

6. Juridictions et inspections générales (2 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Cour des comptes	Conseillers maîtres en service extraordinaire	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du premier président	CJF L112-4, L112-5, L112-6	B	Mandat à durée fixe ; aucun texte de révocation relevé (régime déduit)
Cour des comptes	Procureur général près la Cour des comptes	Décret du PR en conseil des ministres	CJF L121-3 ; ord. 58-1136 art. 1	A	Ne figure pas parmi les membres de la Cour (L112-1) couverts par l'inamovibilité (L120-1) ; aucun texte de protection : régime A déduit

7. Agences et établissements publics de l'État (138 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Agence de services et de paiement (ASP)	Président-directeur général	Décret du PR en conseil des ministres	CRPM art. L.313-1 et s., D.313-17 et s. ; décret 59-587 (annexe : ASP, DG)	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée par décret en CM possible
Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE)	Directeur général	Décret du PR (extrait JO ; décret simple présumé)	CRPM (statuts IFCE, art. D.653-... non vérifiés) ; décret 2010-1035	B	Mandat à terme (déduit des renouvellements triennaux) ; fin anticipée possible
Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer (Odeadom)	Directeur	Décret du PR (extrait JO ; non inscrit à l'annexe 59-587 → décret simple présumé)	CRPM art. R.684-1 et s. (non vérifié)	A	Fin de fonctions par décret (déduit)
Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer)	Directeur général	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du ministre de l'agriculture	CRPM art. D.621-27 ; décret 59-587 (annexe : FranceAgriMer) ; ordonnance 58-1136	A	Pas de durée fixée : fin de fonctions par décret en CM
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe)	Président du conseil d'administration (dirige l'agence)	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du CA, parmi ses membres	C. env. art. L.131-4 et R.131-6 ; décret 59-587 (annexe : Ademe, PCA) ; LO 2010-837	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée par décret en CM possible (intérêt du service)
Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema)	Directeur général	Décret simple du PR (pas de « conseil des ministres entendu »)	Loi 2013-431 art. 46 ; décret 2013-1273 art. 9	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible dans l'intérêt du service

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	Directeur	Décret du PR (décret simple, contresigné par les ministres de l'aménagement du territoire, de l'équ...	C. env. art. R.322-37	A	Pas de durée fixée : fin de fonctions par décret à tout moment (déduit)
Office français de la biodiversité (OFB)	Directeur général	Décret du PR (décret simple : non inscrit à l'annexe du décret 59-587)	C. env. art. L.131-13 (« directeur général, nommé par décret ») ; LO 2010-837	A	Pas de durée fixée repérée : fin de fonctions par décret à tout moment (déduit)
Agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM)	Directeur général	Décret du PR (extrait JO ; décret simple présumé)	Statuts LADOM (non vérifiés)	A	Fin de fonctions par décret (déduit)
Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI)	Directeur	Décret simple du PR (pas de « conseil des ministres entendu »)	Décret 2011-348 ; décret 2010-1035 ; décret 2022-491 (emplois de préfet)	B	Mandat à terme ; fin anticipée possible
Agence nationale des titres sécurisés (ANTS)	Directeur général (ex-directeur)	Décret simple du PR (pas de « conseil des ministres entendu »)	Décret 2007-240 modifié ; décret 2010-1035	B	Mandat à terme ; fin anticipée possible
Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE)	Directeur	Décret simple du PR (pas de « conseil des ministres entendu »)	C. éducation art. L.452-1 à L.452-10 et D.452-10 ; décret 2003-364 (emploi de directeur)	B	Mandat à terme (déduit : « renouvellement de son mandat » en 2022) ; fin anticipée possible
Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)	Directeur général	Décret du PR sur proposition du ministre chargé de l'immigration (extrait JO ; décret simple présum...	CESEDA art. R.121-21 ; LO 2010-837	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible
Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)	Directeur général	Décret simple du PR (pas de « conseil des ministres entendu »)	CESEDA art. L.121-14 et R.121-35 ; LO 2010-837	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible
Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)	Directeur général	Décret simple du PR (pas de « conseil des ministres entendu »)	CGCT art. L.1232-1 (« directeur général nommé par décret ») ; LO 2010-837	A	Pas de durée légale repérée : fin de fonctions par décret (déduit)
Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)	Directeur général	Décret simple du PR (nomination absente du compte rendu du conseil des ministres du 15/12/2021)	Loi 2003-710 et décret 2004-123 (statuts) ; LO 2010-837	A	Fin de fonctions par décret (déduit)
Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo) / Solideo Alpes 2030	Directeur général / directeur général exécutif	Décret simple du PR (Solideo Alpes 2030 : pas de « conseil des ministres entendu »)	Loi 2017-257 art. 53 ; décret 2025-119 (Solideo Alpes 2030) ; décret 2010-1035	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible. Dissolution de la Solideo (Paris 2024) non vérifiée
Établissement public de reconstruction et de refondation de Mayotte (EP2RM)	Directeur général	non trouvé (avis de recrutement d'un DG publié au JO)	Loi d'urgence pour Mayotte (2025) – non vérifié	B	Hypothèse : décret, mandat à terme (non vérifié)
Agence du service civique (GIP)	Président	Décret du PR (extrait JO ; décret simple présumé)	Code du service national art. L.120-1 et s. (non vérifié)	A	Fin de fonctions par décret (cf. décret du 09/12/2022 mettant fin aux fonctions de la précédente présidente)
Établissement public de sécurité ferroviaire (EPSF)	Directeur général	Décret du PR (extrait JO ; décret simple présumé)	C. transports art. L.2221-2 (« directeur général, nommé par décret »)	A	Fin de fonctions par décret (déduit)
Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI, SCN rattaché au SGDSN)	Directeur général	Décret du PR en conseil des ministres	C. défense art. R.*1132-1 et s. ; décret 2009-834 art. 1er ; décret 85-779 (désormais CGFP art. R.*341-1) ; décret 88-1...	A	Emploi à la décision du Gouvernement : fin de fonctions à tout moment par décret en CM
Agence nationale des fréquences (ANFR)	Directeur général	Décret du PR (extrait JO ; décret simple présumé, ANFR absente de l'annexe 59-587)	CPCE art. L.43 et R.20-44-6 et s. (non vérifiés)	A	Fin de fonctions par décret (déduit)
Institut national de la propriété industrielle (INPI)	Directeur général	Décret du PR en conseil des ministres	Code de la propriété intellectuelle ; décret 59-587 (annexe : INPI, DG)	A	Fin de fonctions par décret en CM

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Institut national de l'audiovisuel (INA)	Président (choisi parmi les représentants de l'État au CA)	Décret du PR en conseil des ministres	Loi 86-1067 art. 50 ; décret 2004-532 ; décret 94-582	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Académie de France à Rome – Villa Médicis	Directeur	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »)	Const. art. 13 ; décret 71-1140 (article non relu)	B	Hypothèse : mandat à durée fixe, fin anticipée par décret possible
Bibliothèque nationale de France (BnF)	Président	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; code du patrimoine R*341-12	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Bibliothèque publique d'information (BPI)	Directeur	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu ») (avis du PCA)	Const. art. 13 ; code du patrimoine R342-10	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Centre des monuments nationaux (CMN)	Président	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Code du patrimoine L141-1 (« président nommé par décret ») ; partie réglementaire non relue	B	Hypothèse : mandat à durée fixe, fin anticipée par décret possible (décret 2010-1035 art. 2)
Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou	Président	Décret du PR en conseil des ministres (exigé par la loi)	Const. art. 13 ; loi 75-1 art. 4 ; décret 92-1351 art. 8 ; décret 59-587	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Centre national de la musique (CNM)	Président	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Loi 2019-1100 et décret statutaire (non relus)	B	Hypothèse : mandat à durée fixe, fin anticipée par décret possible
Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC)	Président	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; code du cinéma L112-1 et R112-23	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Centre national du livre (CNL)	Président	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Décret 93-397 (art. 5)	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Chaillot – Théâtre national de la danse	Directeur	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »)	Const. art. 13 ; décret 68-906 art. 4	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Château de Fontainebleau (EP)	Président	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Statut de l'EP (décret non relu)	B	Hypothèse : mandat à durée fixe, fin anticipée par décret possible
Château, musée et domaine national de Versailles (EP)	Président	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; décret 2010-1367 art. 10	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Cité de l'architecture et du patrimoine	Président	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Code du patrimoine L142-1 et R142-13	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Cité de la musique – Philharmonie de Paris (EP)	Directeur général	Décret du PR en conseil des ministres (avis du maire de Paris)	Const. art. 13 ; décret 2015-1178 art. 14	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Comédie-Française	Administrateur général	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; ord. 58-1136 art. 1er ; décret 95-356 art. 3	B	Mandat à durée fixe ; « ne peut être révoqué que par un décret motivé » (décret 95-356 art. 3)
Domaine national de Chambord	Directeur général, commissaire	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; décret 2005-703 art. 13	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Institut français (EPIC, action culturelle extérieure)	Président du conseil d'administration (et ambassadeur chargé de mission)	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; décret 2010-1695 ; décret 2010-1035	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap)	Président	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Code du patrimoine R545-31 et s. (article de nomination non retrouvé)	B	Hypothèse : mandat à durée fixe, fin anticipée par décret possible
Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales (EP)	Président	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »), sur proposition du CA	Const. art. 13 ; décret 2024-1219 art. 7	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM)	Président	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »)	Const. art. 13 ; décret 2013-157 art. 8	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Musée du Louvre (EP)	Président-directeur	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; décret 92-1338 art. 12 ; décret 59-587	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin) (ex. : le dé...
Musée du quai Branly – Jacques Chirac (EP)	Président	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; décret 2004-1350 art. 5	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Musée national Picasso-Paris (EP)	Président	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Décret 2010-669	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Musée national des arts asiatiques – Guimet (EP)	Président	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »)	Const. art. 13 ; décret 2003-1301 art. 14	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Musées d'Orsay et de l'Orangerie – Valéry Giscard d'Estaing (EP)	Président	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »)	Const. art. 13 ; décret 2003-1300 art. 14	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Odéon – Théâtre de l'Europe (Théâtre national de l'Odéon)	Directeur	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Statut du théâtre (décret non relu)	B	Hypothèse : mandat à durée fixe, fin anticipée par décret possible
Opéra national de Paris	Directeur général	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; ord. 58-1136 ; décret 94-111 art. 11 ; décret 59-587	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Palais de la Découverte et Cité des sciences et de l'industrie (Universcience)	Président	Décret du PR en conseil des ministres (parmi les membres du CA, sur sa proposition)	Const. art. 13 ; code de la recherche R335-11	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Parc et grande halle de La Villette (EP)	Président	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »), sur proposition du CA	Décret 93-96 art. 6	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Réunion des musées nationaux – Grand Palais des Champs-Élysées (EP, « GrandPalaisRmn »)	Président	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; décret 2011-52 art. 6	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Théâtre national de Strasbourg (TNS)	Directeur	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Statut du théâtre (décret non relu)	B	Hypothèse : mandat à durée fixe, fin anticipée par décret possible
Théâtre national de l'Opéra-Comique	Directeur	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; décret 2004-1232 art. 16	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Théâtre national de la Colline	Directeur	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »)	Const. art. 13 ; décret 72-460 art. 4	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Académie de Paris	Directeur de l'académie de Paris (adjoint du recteur)	Décret du PR (code de l'éducation, section R222-21 et s.)	Code de l'éducation (paragraphe « Le recteur d'académie », R222-21 et s.)	A	Hypothèse : emploi fonctionnel révocable à tout moment
Campus France	Directeur général	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Décret 2011-2048	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Campus France	Président du conseil d'administration	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable) ; choisi parmi les pe...	Décret 2011-2048	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq)	Directeur général	Décret (décret 2019-254 art. 2) – forme non vérifiée	Code de l'éducation R313-43 ; décret 2019-254	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Centre national d'enseignement à distance (CNED)	Directeur général	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; code de l'éducation R426-10 ; décret 59-587	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Centre national des œuvres universitaires et scolaires (Cnous)	Président	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Code de l'éducation R822-4 ; décret 2019-254 art. 1-2	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Collège de France	Administrateur	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »), sur proposition de l'assemblée des pr...	Code de l'éducation L 717-1 ; décret 2014-838 art. 5	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)	Administrateur général	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable) ; statut : « décret d...	Décret 88-413 (après appel à candidatures)	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)	Président du conseil d'administration	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Décret 88-413 (article non relu)	B	Hypothèse : mandat à durée fixe, fin anticipée par décret possible
France Éducation international (FEI)	Directeur général	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »)	Code de l'éducation R314-60 ; décret 2019-254	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
France Éducation international (FEI)	Président du conseil d'administration	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »)	Code de l'éducation D314-56	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Institut Mines-Télécom	Directeur général	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Décret 2012-279 (après appel à candidatures, avis du CA)	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po)	Directeur	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable) ; statut : « décret d...	Décret 2016-24	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Institut national du service public (INSP)	Directeur	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; décret 2021-1556 art. 15 ; décret 85-779 visé (emplois à la décision du Gouvernement)	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin) ; le décret...
Institut national du service public (INSP)	Président du conseil d'administration	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; décret 2021-1556 ; décret 59-587	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Institut polytechnique de Paris	Président du directoire	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Statuts de l'établissement (décret non relu)	B	Hypothèse : mandat à durée fixe, fin anticipée par décret possible (Morin)
Office national d'information sur les enseignements et les professions (Onisep)	Directeur général	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »)	Code de l'éducation R313-19 ; décret 2019-254	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Recteurs de région académique et recteurs d'académie	Recteur	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 al. 3 (« recteurs des académies ») ; ord. 58-1136 ; CGFP L341-1 et R*341-15° ; code de l'éducation	A	Emploi à la décision du Gouvernement ; nominations « essentiellement révocables » (CGFP L341-1)
Recteurs délégués pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation (7 régions académiques)	Recteur délégué ESRI	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; code de l'éducation R222-16-3 ; CGFP R*341-15° (« recteurs »)	A	Emploi de recteur à la décision du Gouvernement (dédit de R*341-15°)
Réseau Canopé	Directeur général	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »)	Code de l'éducation R314-81 ; décret 2019-254	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
École nationale de la magistrature (ENM)	Directeur	Décret du PR en conseil des ministres (rapport du garde des sceaux)	Const. art. 13 ; décret 72-355 art. 2	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
École nationale des chartes	Directeur	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu ») (statut : « décret du Président de la...	Code de l'éducation L717-1 ; décret 87-832 art. 8	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
École normale supérieure (Ulm)	Directeur	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable) ; le statut prévoit u...	Code de l'éducation L716-1 ; décret 2013-1140 (appel de candidatures)	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
École normale supérieure Paris-Saclay	Président	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable) ; statut : « décret d...	Décret 2011-21 (appel de candidatures)	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
École normale supérieure de Lyon	Président	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable) ; statut : « décret d...	Décret 2012-715 (appel de candidatures)	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
École normale supérieure de Rennes	Président	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »)	Code de l'éducation L716-1 ; décret 2013-924 art. 5	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
École polytechnique	Directeur général (officier général)	Décret du PR en conseil des ministres (rapport du ministre des armées, avis du PCA)	Décret 2015-1176 art. 16	A	Emploi militaire sans terme statutaire : fin de fonctions par décret à tout moment (dédit)
École polytechnique	Président du conseil d'administration	Décret du PR en conseil des ministres (proposition du ministre des armées, après appel public à can...	Décret 2015-1176 art. 14 ; décret 59-587	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Agence nationale de la recherche (ANR)	Président-directeur général	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Code de la recherche R329-12 (appel à candidatures, commission R329-13)	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra)	Directeur général	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »), sur proposition du PCA	Code de l'environnement R542-12	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)	Président-directeur général (PCA)	Décret du PR en conseil des ministres (sur proposition du CA)	Const. art. 13 ; code de la recherche R333-16 ; loi 83-675 ; décret 59-587	B	PCA d'EPIC : « peuvent être révoqués par décret » (loi 83-675 art. 10) ; mandat à durée fixe
Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)	Président-directeur général (PCA)	Décret du PR en conseil des ministres (sur proposition du CA)	Code de la recherche R334-5 (ex-décret 84-429) ; loi 83-675 ; décret 59-587	B	PCA d'EPIC : « peuvent être révoqués par décret » (loi 83-675 art. 10) ; mandat à durée fixe
Centre national d'études spatiales (CNES)	Président du conseil d'administration (PDG)	Décret du PR en conseil des ministres (sur proposition du CA)	Code de la recherche R331-2 ; loi 83-675 ; décret 59-587	B	PCA d'EPIC : « peuvent être révoqués par décret » (loi 83-675 art. 10) ; mandat à durée fixe
Centre national de la recherche scientifique (CNRS)	Président	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; code de la recherche L311-1 et R322-10 ; appel à candidatures et commission (R322-11)	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)	Administrateur général	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; LO 2010-837 ; code de la recherche R332-8 ; loi 83-675	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)	Haut-commissaire à l'énergie atomique	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; code de la recherche L332-4 ; décret 2016-311 art. 11 (abrogé au 01/01/2024 par décret 2023-1321, puis...	B	Mandat à durée fixe au moment de la nomination ; fin anticipée par décret possible (Morin) — base actuelle de la durée non retrouvée
Institut de recherche pour le développement (IRD)	Président-directeur général	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; code de la recherche L311-1, R325-10	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer)	Président-directeur général (PCA)	Décret du PR en conseil des ministres (sur proposition du CA)	Const. art. 13 ; code de la recherche R333-4 ; loi 83-675 ; décret 59-587	B	PCA d'EPIC : « peuvent être révoqués par décret » (loi 83-675 art. 10) ; mandat à durée fixe
Institut national d'histoire de l'art (INHA)	Directeur général	Décret simple du PR (sans « conseil des ministres entendu »)	Const. art. 13 ; code de la recherche R351-10	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Institut national d'études démographiques (Ined)	Directeur	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Code de la recherche R327-8	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)	Directeur général	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; ord. 58-1136 ; décret 2011-1371 ; décret 59-587 ; décret 85-779 visé	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin) ; le décret...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm)	Président-directeur général	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; code de la recherche L311-1 et R324-9 (ex-décret 83-975 art. 5)	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria)	Président-directeur général (président du CA)	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Code de la recherche R326-9 (appel public à candidatures)	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE)	Président-directeur général	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; code de la recherche L311-1 ; code rural R831-3-1 ; décret 59-587	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Muséum national d'histoire naturelle (MNHN)	Président	Décret du PR (publié par extrait au JO ; délibération en CM non déterminable)	Code de la recherche R353-10 (appel à candidatures)	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Météo-France	Président-directeur général	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 13 ; LO 2010-837 ; décret 93-861 art. 6 ; décret 59-587	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible par décret dans l'intérêt du service (décret 2010-1035 art. 2 dernier al. ; CE Ass. 22/12/1989 Morin)
Office national d'études et de recherches aérospatiales (Onera)	Président du CA (assure la direction générale)	Décret du PR en conseil des ministres (rapport du ministre des armées, sur proposition du CA)	Code de la défense R3423-13 ; loi 83-675 ; décret 94-582	B	PCA d'EPIC : « peuvent être révoqués par décret » (loi 83-675 art. 10) ; mandat à durée fixe
Agence de la biomédecine (ABM)	Directeur(trice) général(e)	Décret simple du Président de la République après auditions des commissions des affaires sociales (...)	CSP art. L1418-3 ; L1451-1	B	Régime déduit (mandat à durée déterminée probable ; décret 2010-1035 art. 2)
Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM)	Directeur(trice) général(e)	Décret du Président de la République après avis des commissions (art. 13 al. 5) ; la liste 59-587 v...	CSP art. L5322-1 ; LO 2010-837 annexe ; décret 59-587 annexe	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible (jurisprudence Morin) ; président du CA également nommé par décret
Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses)	Directeur(trice) général(e)	Décret simple du Président de la République après avis des commissions des affaires sociales (art....)	CSP art. L1313-5, L1451-1, R1313-17 ; LO 2010-837 annexe	B	Mandat à durée fixe (R1313-17) ; fin anticipée possible (jurisprudence Morin)
Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afp)	Directeur général	Décret du Président de la République en conseil des ministres, après avis du CNEFOP, sur proposition...	Code du travail art. L5315-3, R5315-8 ; décret 59-587 annexe (« Etablissement public chargé de la formation professionn...	B	Décret 2010-1035 art. 2 : fonctions cessant de plein droit au terme ; l'autorité compétente peut y mettre fin avant l'expiration du mandat
Agence nationale pour les chèques-vacances (ANCV)	Directeur général	Décret du Président de la République (liste 59-587 : « Agence nationale des chèques vacances : prés...	Code du tourisme (article non relu) ; décret 59-587 annexe	A	Régime déduit
Agences régionales de santé (18 ARS)	Directeur général	Décret du Président de la République en conseil des ministres	CSP titre III du livre IV de la 1re partie (L1432-1, L1432-2) issu de l'art. 118 loi 2009-879 ; loi 2019-774 ; art. 13...	A	Aucune durée ni protection : fin par décret en CM à tout moment (décrets de cessation de fonctions : Normandie 19/06/2024, Guyane 10/10/2024, La Réunion 04/10/...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Assistance publique – Hôpitaux de Marseille (AP-HM)	Directeur général	Décret simple du Président de la République (CHU)	CSP art. L6143-7-2 1°	A	Retrait d'emploi dans l'intérêt du service après avis du président du conseil de surveillance (L6143-7-2)
Assistance publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP)	Directeur général	Décret du Président de la République en conseil des ministres	CSP art. L6143-7-2 ; décret 59-587 annexe (« Administration générale de l'assistance publique à Paris : directeur génér...	A	Retrait d'emploi dans l'intérêt du service par l'autorité de nomination après avis du président du conseil de surveillance (L6143-7-2) ; ex. le décret du 4 jui...
Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (CANSSM)	Directeur général	Décret du Président de la République (publié par extrait)	Texte statutaire non relu	A	Régime déduit ; organisme toujours existant en 2025 (question écrite Sénat 2025) mais gestion largement confiée à la CDC et à la CNAM
Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES)	Président du conseil d'administration	Décret simple du Président de la République sur proposition conjointe des ministres (économie, sécu...	Ordonnance 96-50 ; décret 96-353 (art. relatif au CA)	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible
Caisse des dépôts et consignations (CDC)	Directeur général	Décret du Président de la République en conseil des ministres, après avis des commissions des finan...	Code monétaire et financier art. L518-11, R518-2 ; LO 2010-837 annexe ; loi 2010-838 ; décret 59-587 annexe	B	L518-11 : il peut être mis fin à ses fonctions après avis de la commission de surveillance (qui peut le rendre public) ou sur proposition de cette commission ;...
Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres, après avis du président du CA	CSS art. L226-1, R224-6 ; décret 59-587 / 85-834 (annexe : CNAV directeur)	A	Aucune durée ni garantie dans le CSS ; fin par décret en CM (régime déduit)
Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM) / UNCAM	Directeur général	Décret du Président de la République en conseil des ministres (le conseil de la CNAM peut s'opposer...	CSS art. L221-3-1, L182-2-2, R224-6 ; décret 59-587 (annexe : CNAM directeur)	B	Avant le terme, il ne peut être mis fin aux fonctions qu'après avis favorable du conseil de la CNAM à la majorité des deux tiers (L221-3-1) : verrou procédural
Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres, après avis du président du conseil	CSS art. L223-7 IV, R224-6 ; décret 85-834	A	Aucune durée légale (renouvellement « dans les fonctions » par décret du 20 juillet 2022 pour la titulaire précédente) ; fin par décret en CM (régime déduit)
Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)	Directeur(trice)	Décret du Président de la République en conseil des ministres, après avis du président du CA	CSS art. L226-1, R224-6 ; décret 59-587 (annexe : CNAF directeur)	A	Aucune durée ni garantie dans le CSS ; emploi de direction pourvu en conseil des ministres, fin par décret en CM (régime déduit)
Caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS)	Directeur	Décret du Président de la République (publié par extrait)	CSS art. R713-1 s. (article de nomination non relu)	A	Régime déduit
Centres hospitaliers universitaires (CHU) et centres hospitaliers régionaux (CHR)	Directeur général	Décret simple du Président de la République, sur rapport des ministres santé + enseignement supérie...	CSP art. L6143-7-2 1° et 2°	A	« Après avis du président du conseil de surveillance, le directeur peut se voir retirer son emploi dans l'intérêt du service par l'autorité investie du pouvoir...
Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE)	Président	Décret simple du Président de la République après avis des commissions (art. 13 al. 5)	CSP art. L1412-2 ; LO 2010-837 annexe	B	Institution indépendante mais non AAI/API (absente de l'annexe loi 2017-55) : pas d'irrévocabilité légale. Présidence par intérim depuis juillet 2026

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Conseil d'orientation des retraites (COR)	Président	Décret du Président de la République en conseil des ministres (« président nommé en conseil des min...	CSS art. L114-2	A	Aucune durée ni garantie légale
Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA)	Président du conseil d'administration (magistrat)	Décret du Président de la République (publié par extrait)	Loi 2000-1257 art. 53 (non relu)	B	Régime déduit (mandat renouvelable)
Fonds de solidarité vieillesse (FSV)	Président du conseil d'administration	Décret du Président de la République sur proposition du ministre chargé de la sécurité sociale	CSS art. R135-2	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible
France Travail (ex-Pôle emploi)	Directeur général	Décret du Président de la République en conseil des ministres, après avis du CA et avis des commiss...	Code du travail art. L5312-6 ; LO 2010-837 annexe (« Institution nationale publique mentionnée à l'article L5312-1 du c...	A	Pas de durée ; le CA peut adopter à la majorité des 2/3 une délibération demandant sa révocation (L5312-6) ; fin par décret en CM
France compétences	Directeur général	Décret du Président de la République (publié par extrait ; conseil des ministres non établi), après...	Code du travail art. L6123-8	A	Aucune durée ni garantie dans L6123-8 (régime déduit)
France compétences	Président du conseil d'administration	Décret du Président de la République (texte : « décret du président de la République »), parmi les...	Code du travail art. L6123-7	A	Aucune garantie trouvée (régime déduit)
Hospices civils de Lyon (HCL)	Directeur général	Décret simple du Président de la République (CHU)	CSP art. L6143-7-2 1°	A	Retrait d'emploi dans l'intérêt du service après avis du président du conseil de surveillance (L6143-7-2)
Institut national du cancer (INCa, GIP)	Directeur général	Décret du Président de la République	CSP art. L1415-4	B	Idem président du CA
Institut national du cancer (INCa, GIP)	Président du conseil d'administration	Décret simple du Président de la République, après avis du CA et auditions des commissions des affa...	CSP art. L1415-4, L1451-1 ; convention constitutive art. 11	B	Mandat de 5 ans fixé par la loi ; fin anticipée par décret possible (aucune clause d'irrévocabilité)
Institution nationale des Invalides (INI)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres (liste 59-587)	CPMIVG art. L621-1 s. ; décret 59-587 annexe (« Institution nationale des Invalides : directeur »)	A	Régime déduit (pas de durée trouvée) ; directeur généralement médecin militaire
Office national d'indemnisation des accidents médicaux (ONIAM)	Directeur	Décret du Président de la République (publié par extrait)	CSP art. L1142-22 (président du CA et directeur nommés par décret)	B	Régime déduit
Office national des combattants et des victimes de guerre (ONACVG)	Directeur(trice) généra(l)e	Décret du Président de la République en conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé d...	Code des pensions militaires d'invalidité art. L612-6 ; décret 59-587 annexe (« Office national des anciens combattants...	A	Fin par décret en CM à tout moment (le décret de 2023 met fin aux fonctions de la précédente DG)
Santé publique France (Agence nationale de santé publique)	Directeur général	Décret du Président de la République (publié par extrait)	CSP art. L1413-10 (président du CA nommé par décret : L1413-9)	B	Régime déduit. Poste pourvu par intérim par arrêtés (26/01/2026, 15/06/2026, 23/06/2026, 11/08/2026) : aucun titulaire nommé par décret depuis le départ de Mme...
URSSAF Caisse nationale (ex-ACOSS)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres, après avis du président du CA	CSS art. L226-1, R225-6 ; décret 59-587 (annexe : Agence centrale des organismes de sécurité sociale, directeur)	A	Aucune durée ni garantie ; fin par décret en CM (régime déduit). Les décrets de nomination portent encore l'intitulé « Agence centrale des organismes de sécuri...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
École des hautes études en santé publique (EHESP)	Directeur(trice)	Décret du Président de la République sur proposition des ministres de tutelle, après avis du CA	Code de l'éducation art. L756-2 (non relu) ; décret 2006-1546 art. 8	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible
Établissement français du sang (EFS)	Président (assure la direction)	Décret du Président de la République (publié par extrait ; la liste 59-587 vise encore l'« Agence f...	CSP art. L1222-5 ; R1222-1	B	Mandat à durée déterminée ; fin anticipée possible dans l'intérêt du service (régime déduit)
Établissement national des invalides de la marine (ENIM)	Directeur	Décret du Président de la République en conseil des ministres, sur rapport des ministres chargés de...	Décret 2010-1009 art. 7 ; ordonnance 58-1136 art. 1 ; décret 59-587 annexe	B	Mandat à durée fixe ; fin anticipée possible (ex. décret du 29 mai 2019 mettant fin aux fonctions de M. Decottignies)

8. Entreprises publiques et participations de l'État (45 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF, EPA)	Président du conseil d'administration	Décret simple du PR, après avis des commissions (art. 13 al. 5 C.)	Code des transports (dispositions AFITF) – article non relu ; LO 2010-837 annexe	B	Participation de l'État : établissement public ; fin de fonctions par décret
Agence française de développement (AFD, EPIC)	Directeur général	Décret du PR en conseil des ministres, après avis des commissions (art. 13 al. 5 C.)	Code monétaire et financier R. 515-16 ; LO 2010-837 annexe	B	Participation de l'État : EPIC (pas de capital) ; fin anticipée par décret possible
Areva SA	Président-directeur général	Décret simple du PR	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I (visé par déduction ; décret sans visas publiés)	C	Participation de l'État : majoritaire (taux non vérifié) ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948)
Aéroports de Paris (Groupe ADP)	Président-directeur général	Décret du PR en conseil des ministres, sur délibération du CA, après avis des commissions (art. 13...	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 1° ; LO 2010-837 annexe ; décret 59-587 annexe	C	Participation de l'État : 50,6 % (REA 2025) ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948)
Bpifrance SA	Directeur général	Décret simple du PR, après avis des commissions (art. 13 al. 5 C.)	Ordonnance n° 2005-722 ; statuts approuvés par décret du 19/04/2021, art. 12 et 15 (DG = personnalité qualifiée nommée...	C	Participation : EPIC Bpifrance 49,2 %, CDC 49,2 % (REA 2025) ; révocation non expressément prévue – fin de fonctions par décret par parallélisme (déduit) ; art...
Business France (EPIC)	Directeur général	Décret simple du PR, après avis du CA	Loi n° 2003-721 art. 50 ; décret n° 2014-1571, art. 13 ; décret n° 2010-1035	B	Participation de l'État : EPIC (pas de capital) ; fin anticipée par décret possible (décret 2010-1035 art. 2)
Chantiers de l'Atlantique SA	Directeur général	Décret simple du PR (sur proposition du CA)	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 1° (DG dissocié, par déduction)	C	Participation de l'État : ≈ 84 % (non vérifié) ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948)
Compagnie générale maritime et financière (CGMF, SAS)	Présidente	Décret simple du PR	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 3° (SAS, par déduction)	C	Participation de l'État : 100 % (chiffre usuel, non vérifié) ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948)
Compagnie nationale du Rhône (CNR)	Président du directoire	Décret simple du PR, sur proposition du conseil de surveillance, après avis des commissions (art. 1...	Décret n° 59-771 du 26/06/1959, art. 10 (rédaction décret n° 2003-512 du 16/06/2003) ; loi n° 80-3 du 04/01/1980 ; LO 2...	B	Participation de l'État : aucune directe (capital majoritairement public : CDC et collectivités ; Engie ≈ 49,97 % – chiffres usuels non vérifiés) ; révocable p...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Défense Conseil International (DCI SA)	Président-directeur général	Décret simple du PR	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 1° (par déduction)	C	Participation de l'État : majoritaire (≈ 55 %, non vérifié) ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948)
EPIC Bpifrance	Président / directeur général	non trouvé	Ordonnance n° 2005-722 – non relue	B	EPIC détenant 49,2 % de Bpifrance SA ; aucun décret de nomination du dirigeant trouvé (seulement des nominations au CA)
Eurengo Holding SA	Président-directeur général	Décret simple du PR, sur proposition du CA	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 1° ; statuts du 13/01/2023 art. 14 et 15	C	Participation de l'État : 100 % (non vérifié) ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948)
Expertise France (SAS, filiale de IAFD depuis le 01/01/2022)	Président du conseil d'administration	Décret du PR, sur proposition conjointe des ministres du développement et de l'économie	Loi n° 2021-1031 ; CMF L. 515-13 ; statuts approuvés par décret du 30/12/2021, art. 12.1	C	Participation : 100 % AFD (ex-EPIC transformé en SAS) ; nommé ET révoqué par décret (statuts art. 12.1)
GIAT Industries SA	Président-directeur général	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du CA	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 1°	C	Participation de l'État : 100 % ; GIAT détient 50 % de KNDS NV ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948) ; aucun décret postérieur à 2016 repéré
Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine (HAROPA Port ; fusion au 01/06/2021 des GPM du Havre et de Rouen et du port a...)	Président du directoire (titre de directeur général)	Décret simple du PR, sur rapport du ministre chargé des ports, après avis du (des) président(s) de...	Code des transports L. 5312-9, R. 5312-27, R. 5312-28	B	Participation de l'État : établissement public de l'État (pas de capital) ; fin de fonctions par décret après avis motivé ou sur proposition du conseil de surv...
Grand port maritime de Bordeaux	Président du directoire (titre de directeur général)	Décret simple du PR, sur rapport du ministre chargé des ports, après avis du (des) président(s) de...	Code des transports L. 5312-9, R. 5312-27, R. 5312-28	B	Participation de l'État : établissement public de l'État (pas de capital) ; fin de fonctions par décret après avis motivé ou sur proposition du conseil de surv...
Grand port maritime de Dunkerque	Président du directoire (titre de directeur général)	Décret simple du PR, sur rapport du ministre chargé des ports, après avis du (des) président(s) de...	Code des transports L. 5312-9, R. 5312-27, R. 5312-28	B	Participation de l'État : établissement public de l'État (pas de capital) ; fin de fonctions par décret après avis motivé ou sur proposition du conseil de surv...
Grand port maritime de La Rochelle	Président du directoire (titre de directeur général)	Décret simple du PR, sur rapport du ministre chargé des ports, après avis du (des) président(s) de...	Code des transports L. 5312-9, R. 5312-27, R. 5312-28	B	Participation de l'État : établissement public de l'État (pas de capital) ; fin de fonctions par décret après avis motivé ou sur proposition du conseil de surv...
Grand port maritime de La Réunion	Président du directoire (titre de directeur général)	Décret simple du PR, sur rapport du ministre chargé des ports, après avis du (des) président(s) de...	Code des transports L. 5312-9, R. 5312-27, R. 5312-28	B	Participation de l'État : établissement public de l'État (pas de capital) ; fin de fonctions par décret après avis motivé ou sur proposition du conseil de surv...
Grand port maritime de Marseille	Président du directoire (titre de directeur général)	Décret simple du PR, sur rapport du ministre chargé des ports, après avis du (des) président(s) de...	Code des transports L. 5312-9, R. 5312-27, R. 5312-28	B	Participation de l'État : établissement public de l'État (pas de capital) ; fin de fonctions par décret après avis motivé ou sur proposition du conseil de surv...
Grand port maritime de Nantes Saint-Nazaire	Président du directoire (titre de directeur général)	Décret simple du PR, sur rapport du ministre chargé des ports, après avis du (des) président(s) de...	Code des transports L. 5312-9, R. 5312-27, R. 5312-28	B	Participation de l'État : établissement public de l'État (pas de capital) ; fin de fonctions par décret après avis motivé ou sur proposition du conseil de surv...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Grand port maritime de la Guadeloupe	Président du directoire (titre de directeur général)	Décret simple du PR, sur rapport du ministre chargé des ports, après avis du (des) président(s) de...	Code des transports L. 5312-9, R. 5312-27, R. 5312-28	B	Participation de l'État : établissement public de l'État (pas de capital) ; fin de fonctions par décret après avis motivé ou sur proposition du conseil de surv...
Grand port maritime de la Guyane	Président du directoire (titre de directeur général)	Décret simple du PR, sur rapport du ministre chargé des ports, après avis du (des) président(s) de...	Code des transports L. 5312-9, R. 5312-27, R. 5312-28	B	Participation de l'État : établissement public de l'État (pas de capital) ; fin de fonctions par décret après avis motivé ou sur proposition du conseil de surv...
Grand port maritime de la Martinique	Président du directoire (titre de directeur général)	Décret simple du PR, sur rapport du ministre chargé des ports, après avis du (des) président(s) de...	Code des transports L. 5312-9, R. 5312-27, R. 5312-28	B	Participation de l'État : établissement public de l'État (pas de capital) ; fin de fonctions par décret après avis motivé ou sur proposition du conseil de surv...
Imprimerie nationale (IN Groupe SA)	Président-directeur général	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du CA	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 1° ; loi n° 93-1419 ; décret 59-587 annexe	C	Participation de l'État : 100 % (chiffre usuel, non vérifié) ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948)
La Monnaie de Paris (EPIC)	Président-directeur général	Décret simple du PR	Loi n° 2006-1666 art. 36 (statut d'EPIC) ; loi n° 83-675 art. 10 – articles non relus	B	Participation de l'État : EPIC (pas de capital) ; fin de fonctions par décret
La Poste SA	Président du conseil d'administration (assure la direction générale)	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du CA, parmi les administrateurs proposés pa...	Loi n° 90-568 du 02/07/1990, art. 11 ; Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I (visé) ; décret 59-587 annexe	C	Participation de l'État : 34 % (CDC 66 %) ; révocable par décret, mais l'État ne détenant plus seul la majorité, uniquement SUR PROPOSITION DU CA (art. 11 loi...)
Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies (LFB SA)	Directeur général	Décret simple du PR, sur proposition du CA	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 1° ; statuts du 08/01/2026 art. 16	C	Participation de l'État : 100 % (chiffre usuel, non vérifié) ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948) ; présidence du CA dissociée (élue par le CA, hors...)
Naval Group SA	Président-directeur général	Décret simple du PR, sur proposition du CA	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 1° ; statuts du 06/07/2022 art. 10 et 11	C	Participation de l'État : ≈ 62 % (Thales ≈ 35 %) – chiffres usuels non vérifiés ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948)
Office national des forêts (ONF, EPIC)	Directeur général	Décret du PR en conseil des ministres, après avis des commissions (art. 13 al. 5 C.)	Code forestier L. 222-4 ; décret 59-587 annexe ; LO 2010-837 annexe	B	Participation de l'État : EPIC ; fin de fonctions par décret (précédent : décret du 30/03/2022 portant cessation de fonctions du DG)
Orano SA	Directeur général	Décret simple du PR, sur proposition du CA	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 1° (DG dissocié)	C	Participation de l'État : 90,33 % ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948)
Orano SA	Président du conseil d'administration	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du CA, après avis des commissions (art. 13 a...)	Loi n° 2024-450 du 21/05/2024, art. 17 II ; LO 2010-837 annexe ; statuts Orano art. 15	C	Participation de l'État : 90,33 % (rapport financier APE 2025, après augmentation de capital 2024) ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948) (État > 50 %...)
Régie autonome des transports parisiens (RATP, EPIC)	Président-directeur général	Décret du PR en conseil des ministres, après avis des commissions (art. 13 al. 5 C.)	Code des transports L. 2142-6 ; loi n° 83-675 art. 10 ; décret n° 2022-251 art. 3 ; décret 59-587 annexe	B	Participation de l'État : EPIC (pas de capital) ; révocable par décret (loi 83-675 art. 10)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
SNCF (société nationale SNCF SA)	Président-directeur général	Décret du PR en conseil des ministres, sur délibération du CA, après avis des commissions (art. 13...	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 1° ; statuts (décret n° 2019-1585) art. relatif à la direction générale ; cod...	C	Participation de l'État : 100 % (capital intégralement public et incessible, code des transports) ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948)
SNPE SA	Président-directeur général	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du CA	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 1° ; décret 59-587 annexe (SNPE)	C	Participation de l'État : 100 % (non vérifié) ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948)
Société de gestion de participations aéronautiques (SOGEPA)	Président du conseil d'administration / PDG	Décret simple du PR	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 1° (holding 100 % État, art. 19 II pour ses filiales)	C	Participation de l'État : 100 % (holding ; ses participations — ex. Naval Group via SOGEPA selon l'APE — sont assimilées à des participations directes, art. 19...
Société de prise de participation de l'État (SPPE)	Président-directeur général	Décret simple du PR	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 1° (par déduction)	C	Participation de l'État : 100 % (holding) ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948)
Société de valorisation foncière et immobilière (SOVAFIM)	Président-directeur général	Décret simple du PR	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 1° (par déduction)	C	Participation de l'État : 100 % (chiffre usuel, non vérifié) ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948) ; dénomination « Frameto » non trouvée sur Légifran...
Société des grands projets (SGP, ex-Société du Grand Paris, EPIC)	Président du directoire (titre de directeur général)	Décret du PR en conseil des ministres, après avis du conseil de surveillance et audition par les co...	Loi n° 2010-597 du 03/06/2010, art. 8 ; décret n° 2010-756, art. 12 et 13	B	Participation de l'État : EPIC (pas de capital) ; fin de fonctions par décret après avis ou sur proposition du conseil de surveillance (art. 13 décret 2010-756)
Société pour le logement intermédiaire (SLI) ; Alcatel Submarine Networks (ASN, SAS)	Dirigeant mandataire social	non trouvé (hypothèse : décret si l'État détient directement > 50 % — art. 19 ord.)	non trouvé	C	ASN : État majoritaire depuis fin 2024 (≈ 80 %, non vérifié), administrateurs nommés par arrêté du 31/12/2024 ; SLI : participation non vérifiée ; aucun décret...
TechnicAtome	Président-directeur général	non trouvé (hypothèse : décret du PR si l'État détient directement > 50 % — art. 19 ord. 2014-948)	non trouvé	C	Participation de l'État : ≈ 50,3 % directe (chiffre usuel, non vérifié ; CEA, Naval Group, EDF pour le reste) ; aucun décret de nomination trouvé sur Légifran...
Union des groupements d'achats publics (UGAP, EPIC)	Président du conseil d'administration	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du CA	Loi n° 83-675 art. 10 ; décret n° 85-801, art. 4 ; décret 59-587 annexe	B	Participation de l'État : EPIC ; révocable par décret (loi 83-675 art. 10)
Voies navigables de France (VNF, EPA)	Directeur général	Décret simple du PR	Code des transports (partie VNF) — article non relu	B	Participation de l'État : établissement public ; fin de fonctions par décret
Voies navigables de France (VNF, EPA)	Président du conseil d'administration	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du CA, après avis des commissions (art. 13 a...	Code des transports L. 4312-2 ; décret 59-587 annexe ; LO 2010-837 annexe	B	Participation de l'État : établissement public (pas de capital) ; fin de fonctions par décret (décret 2010-1035 art. 2 in fine)
Électricité de France (EDF SA)	Président-directeur général	Décret du PR en conseil des ministres, sur délibération du CA, après avis des commissions (art. 13...	Ord. n° 2014-948 du 20/08/2014, art. 19 I 1° ; LO 2010-837 annexe ; décret 59-587 annexe (EDF)	C	Participation de l'État : 100 % (après OPAS 2023) ; révocable par décret (art. 20 ord. 2014-948)

9. Autorités administratives et publiques indépendantes (2 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Autorité des normes comptables (ANC) [hors annexe loi 2017-55]	Président du collège	Décret du PR (« désigné par décret »)	Ordonnance 2009-79 art. 2 (réd. ord. 2023-1142)	B	Aucune clause d'irrévocabilité : mandat à durée fixe (régime B déduit)
Médiateur du crédit aux candidats et aux partis politiques [hors annexe loi 2017-55]	Médiateur	Décret simple du PR après avis des commissions des lois et du gouverneur de la Banque de France	Loi 2017-1339 art. 28 V ; décret 2018-205	B	Aucune clause d'irrévocabilité (non AAI) : mandat à durée fixe, fin anticipée possible dans l'intérêt du service (jurisprudence Morin) – déduit

4. Postes protégés et postes relevant d'une autre autorité (régimes D, E)

1. Présidence et institutions (10 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Banque de France	Gouverneur	Décret du PR en conseil des ministres	CMF art. L142-8 ; LO 2010-837 annexe	D	L142-8 : fin avant terme seulement en cas d'incapacité ou de faute grave, par révocation sur demande motivée du conseil général de la Banque (majorité des memb...
Banque de France	Premier sous-gouverneur	Décret du PR en conseil des ministres	CMF art. L142-8	D	Même régime que le gouverneur (L142-8)
Banque de France	Second sous-gouverneur	Décret du PR en conseil des ministres	CMF art. L142-8	D	Même régime que le gouverneur (L142-8)
Conseil constitutionnel	Membres nommés par le PR (3 sur 9)	Décision du PR après procédure de l'art. 13 al. 5 (avis des commissions des lois)	Const. art. 56 ; ordonnance 58-1067 art. 1er, 10, 11	D	Idem : démission ou démission d'office constatée par le Conseil (art. 10-11) ; irrévocabilité de fait (aucun texte ne prévoit de révocation)
Conseil constitutionnel	Président	Décision du PR (et non décret), choisi parmi les membres nommés ou de droit	Const. art. 56 ; ordonnance 58-1067 art. 1er	D	Aucun pouvoir de révocation ; fin seulement par démission ou démission d'office constatée par le Conseil lui-même (incompatibilité, perte des droits civils et...
Conseil supérieur de la magistrature (CSM)	Personnalités qualifiées désignées par le PR (2 sur 6)	Désignation par le PR après procédure de l'art. 13 al. 5 (Const. art. 65 al. 2)	Const. art. 65 ; LO 94-100 art. 5-2 et 6	D	LO 94-100 art. 6 : seule démission d'office constatée par le président de la formation plénière (incompatibilité, empêchement définitif) ; aucune révocation
Conseil économique, social et environnemental (CESE)	Président	Élu par l'assemblée du CESE (bureau)	Const. art. 69-71 ; ordonnance 58-1360 art. 14	E	Hors champ : élection interne
Gouvernement	Premier ministre	Décret du PR (non délibéré en conseil des ministres ; pouvoir propre, sans contreseing)	Const. art. 8 al. 1 et 19	D	Pour mémoire : le PR « met fin à ses fonctions sur la présentation par celui-ci de la démission du Gouvernement » (art. 8) – pas de révocation juridique unilat...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Haut Conseil des finances publiques (HCFP)	Président	De droit : le premier président de la Cour des comptes (lui-même nommé par décret en CM) ; 10 autre...	LO 2001-692 (LOLF) art. 61 (réd. LO 2021-1836)	D	Présidence ex officio : suit le statut du premier président de la Cour des comptes, magistrat inamovible (cf. loi Justice : régime D)
Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH)	Président	Arrêté du Premier ministre, parmi les membres (ONG ou personnalités qualifiées)	Loi 2007-292 art. 1er ; décret 2007-1137 (réd. décret 2025-722 art. 7)	E	Hors champ (nomination par le PM) ; mandat des membres non révocable tant que la qualité et l'assiduité demeurent (loi 2007-292 art. 1er) ; n'est plus AAI depu...

2. Premier ministre, délégués et hauts-commissaires (1 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES)	Chef de la mission	Arrêté ministériel (secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur en 2023) – la mission est r...	Décret 2002-1392 (non relu)	E	Hors champ : nomination ministérielle

3. Administrations centrales des ministères (2 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Agence France Trésor (AFT, SCN de la DG Trésor)	Directeur général de l'AFT	Hypothèse : arrêté du ministre (SCN rattaché à la DG Trésor) – aucun décret de nomination trouvé	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (arrêté de création du SCN (non relu))	E	Hors champ probable (pas de décret du Président repéré) – à vérifier
Médiateur des ministères économiques et financiers	Médiateur	Arrêté ministériel (vérifié)	Constitution art. 13 al. 3 ; CGFP art. L. 341-1 et R.* 341-1 (décret n° 2002-612 (non relu))	E	Nommé par arrêté : hors champ présidentiel

5. Défense, sécurité et renseignement (1 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Douanes – DNRED	Directeur national du renseignement et des enquêtes douanières	Arrêté du ministre chargé du budget (détachement dans l'emploi)	Arrêté du 29/10/2007 créant le SCN DNRED ; statut d'emploi (non relu)	E	Nomination ministérielle, hors champ présidentiel

6. Juridictions et inspections générales (32 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
8 services du décret 2022-335 (IGF, IGA, IGAS, IGESR, IGEDD, CGAER, IGAC, CGefi) + IGJ (inspecteurs)	Inspecteurs généraux – emplois du groupe I	Décret simple du PR, sur proposition du ou des ministres, après avis d'un comité de sélection	Décret 2022-335 art. 10 à 16	D	Pendant la période probatoire : fin « pour tout motif et à tout moment » (art. 14, donc A temporaire) ; ensuite fin anticipée seulement sur demande, empêchemen...
Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAER)	Vice-présidente du CGAER, cheffe du service d'inspection	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du ou des ministres de tutelle, après avis d...	Décret 2022-335 du 9 mars 2022, art. 1, 5, 6 et 7	D	« Il ne peut être mis fin de manière anticipée aux fonctions [...] que sur sa demande ou en cas d'empêchement ou de manquement à ses obligations déontologiques »...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Conseil général de l'économie (CGE)	Vice-président du CGE	Arrêté ministériel (dernier acte trouvé : arrêté du 10/12/2012) – hors décret 2022-335	Décret 2009-64 (non relu)	E	Hors champ présidentiel (à confirmer : acte récent non trouvé)
Contrôle général économique et financier (CGEfi)	Cheffe du CGEfi	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du ou des ministres de tutelle, après avis d...	Décret 2022-335 du 9 mars 2022, art. 1, 5, 6 et 7	D	« Il ne peut être mis fin de manière anticipée aux fonctions [...] que sur sa demande ou en cas d'empêchement ou de manquement à ses obligations déontologiques »...
Inspection générale de l'administration (IGA)	Chef du service de l'IGA	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du ou des ministres de tutelle, après avis d...	Décret 2022-335 du 9 mars 2022, art. 1, 5, 6 et 7	D	« Il ne peut être mis fin de manière anticipée aux fonctions [...] que sur sa demande ou en cas d'empêchement ou de manquement à ses obligations déontologiques »...
Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD, ex-CGEDD)	Chef du service de l'IGEDD	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du ou des ministres de tutelle, après avis d...	Décret 2022-335 du 9 mars 2022, art. 1, 5, 6 et 7	D	« Il ne peut être mis fin de manière anticipée aux fonctions [...] que sur sa demande ou en cas d'empêchement ou de manquement à ses obligations déontologiques »...
Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGÉSR)	Cheffe du service de l'IGÉSR	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du ou des ministres de tutelle, après avis d...	Décret 2022-335 du 9 mars 2022, art. 1, 5, 6 et 7	D	« Il ne peut être mis fin de manière anticipée aux fonctions [...] que sur sa demande ou en cas d'empêchement ou de manquement à ses obligations déontologiques »...
Inspection générale de la justice	Inspecteur général, chef de l'IGJ	Décret du PR après avis du CSM	Ord. 58-1270 art. 38 et 38-3 ; décret 2016-1675	D	Mandat protégé par la loi organique (pas de fin discrétionnaire) ; M. Stéphane NOËL nommé en 2025 (AEF) – décret non retrouvé
Inspection générale des affaires culturelles (IGAC)	Chef du service de l'IGAC	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du ou des ministres de tutelle, après avis d...	Décret 2022-335 du 9 mars 2022, art. 1, 5, 6 et 7	D	« Il ne peut être mis fin de manière anticipée aux fonctions [...] que sur sa demande ou en cas d'empêchement ou de manquement à ses obligations déontologiques »...
Inspection générale des affaires sociales (IGAS)	Chef de l'IGAS	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du ou des ministres de tutelle, après avis d...	Décret 2022-335 du 9 mars 2022, art. 1, 5, 6 et 7	D	« Il ne peut être mis fin de manière anticipée aux fonctions [...] que sur sa demande ou en cas d'empêchement ou de manquement à ses obligations déontologiques »...
Inspection générale des affaires étrangères	Inspecteur général, chef de l'inspection	non trouvé (derniers actes trouvés : arrêtés 1988-1990) – service hors décret 2022-335	non trouvé	E	Hypothèse : désignation ministérielle parmi les agents diplomatiques (non vérifiée)
Inspection générale des finances (IGF)	Cheffe du service de l'IGF	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du ou des ministres de tutelle, après avis d...	Décret 2022-335 du 9 mars 2022, art. 1, 5, 6 et 7	D	« Il ne peut être mis fin de manière anticipée aux fonctions [...] que sur sa demande ou en cas d'empêchement ou de manquement à ses obligations déontologiques »...
Mêmes services	Inspecteurs – emplois des groupes II et III	Arrêté du Premier ministre (hors champ présidentiel)	Décret 2022-335 art. 10	E	Nomination par le PM

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Réforme de la haute fonction publique	Nominations au « tour extérieur » dans les inspections	Supprimées pour les services du décret 2022-335 (recrutement par emplois fonctionnels après comité...	Décret 2022-335 ; ord. 2021-1574 ; CJA L133-7	D	Voir lignes Conseil d'État / Cour des comptes
Chambres régionales et territoriales des comptes	Présidents (et vice-présidents) de CRC	Décret simple du PR, sur proposition du premier président, après avis des conseils supérieurs de la...	CJF L221-2 ; L120-1 / L220-1	D	Durée « ne peut être réduite que si le magistrat intéressé demande [...] à être déchargé » (L221-2) ; inamovibilité
Conseil d'État	Conseillers d'État en service ordinaire (dont tour extérieur)	Décret du PR en conseil des ministres ; tour extérieur après avis de la commission L133-12-3	Const. art. 13 al. 3 ; CJA L133-3, L133-7	D	Membres d'un corps ; seules sanctions disciplinaires (L136-1) ; pas d'inamovibilité textuelle mais garantie d'indépendance (déduit)
Conseil d'État	Présidents de section	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du garde des Sceaux	CJA L133-2	D	Idem VP (déduit)
Conseil d'État	Vice-président du Conseil d'État	Décret du PR en conseil des ministres, sur proposition du garde des Sceaux	CJA L133-1 ; Const. art. 13	D	Aucune disposition de fin de fonctions discrétionnaire ; sanctions seulement (CJA L136-1) ; indépendance de la juridiction administrative à valeur constitution...
Cour de cassation	Premier président de la Cour de cassation	Décret simple du PR sur proposition de la formation du siège du CSM	Const. art. 65 ; ord. 58-1270 art. 36 al. 1	D	Magistrat du siège inamovible (art. 4, Const. art. 64)
Cour de cassation	Procureur général près la Cour de cassation	Décret du PR après avis du CSM ; en CM en 2011 (visa ord. 58-1136 art. 1) ; le décret du 1/07/2023...	Ord. 58-1270 art. 38 ; ord. 58-1136 art. 1 (« emplois pour lesquels cette procédure est prévue »)	D	Magistrat du parquet (non inamovible) mais aucune fin discrétionnaire prévue ; nouvelle affectation seulement par décret après avis CSM. Pratique CM : incertai...
Cour des comptes	Conseillers maîtres (dont tour extérieur)	Décret du PR en conseil des ministres (sur proposition du premier président, avis du conseil supéri...	Const. art. 13 al. 3 ; CJF L121-1, L122-2, L122-3	D	Inamovibilité (L120-1)
Cour des comptes	Premier président	Décret du PR en conseil des ministres	CJF L121-1 ; L120-1	D	Magistrat inamovible (« sont et demeurent inamovibles », L120-1) ; proposition de loi Sénat n° 404 (2025-2026) visant à encadrer cette nomination
Cour des comptes	Présidents de chambre	Décret du PR en conseil des ministres	CJF L121-1 ; L120-1	D	Inamovibilité (L120-1)
Cours administratives d'appel	Présidents de CAA (conseillers d'État)	Décret simple du PR sur proposition du VP du Conseil d'État délibérant avec les présidents de secti...	CJA L222-3, L222-4	D	Aucune fin anticipée discrétionnaire prévue (conseiller d'État)
Cours d'appel	Premiers présidents de cour d'appel	Décret simple du PR sur proposition du CSM (siège) ; exercé par un conseiller à la Cour de cassatio...	Const. art. 65 ; ord. 58-1270 art. 36, 37	D	Déchargé à l'expiration des 7 ans, sur sa demande (après 3 ans min.) ou en application de l'art. 45 (sanction) ; inamovibilité du siège
Cours d'appel	Procureurs généraux près les cours d'appel	Décret simple du PR après avis du CSM ; exercé par un avocat général à la Cour de cassation (premiè...	Ord. 58-1270 art. 38, 38-1	D	« Déchargé de cette fonction par décret » à l'expiration, sur demande (après 3 ans) ou en application de l'art. 45 : pas de fin discrétionnaire

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Greffes	Directeurs de greffe / directeurs des services de greffe judiciaires	Arrêté du garde des Sceaux (hors champ)	Statut des directeurs des services de greffe (non relu)	E	Nomination ministérielle
Juridictions judiciaires	Magistrats du parquet	Décret simple du PR, sur proposition du garde des Sceaux, après avis simple du CSM	Ord. 58-1270 art. 5, 28 al. 2, 38	D	Pas d'immovibilité (art. 5 : autorité du garde des Sceaux) mais aucune révocation discrétionnaire : toute nouvelle affectation passe par un décret après avis...
Juridictions judiciaires	Magistrats du siège (fonctions autres que chefs de juridiction et Cour de cassation)	Décret simple du PR, sur proposition du garde des Sceaux, après avis conforme du CSM	Const. art. 64 et 65 ; ord. 58-1270 art. 4, 28 al. 2, 36 al. 2	D	Immovibles : « ne peut recevoir, sans son consentement, une affectation nouvelle, même en avancement » (art. 4) ; seules sanctions disciplinaires (art. 45) ap...
Tribunaux administratifs	Présidents de tribunal administratif (et autres présidents du corps TA-CAA)	Décret simple du PR pour la première nomination dans ces fonctions (sinon arrêté du VP du CE)	CJA L233-1, L234-1, L234-4, L234-5 ; L231-3	D	Immovibilité : pas d'affectation nouvelle sans consentement (CJA L231-3)
Tribunaux judiciaires	Procureurs de la République (dont PNF, PNAT, parquet anti-criminalité organisée)	Décret simple du PR après avis du CSM	Ord. 58-1270 art. 38, 38-2	D	Déchargé à l'expiration, sur demande ou en application de l'art. 45
Tribunaux judiciaires	Présidents des tribunaux judiciaires	Décret simple du PR sur proposition du CSM	Ord. 58-1270 art. 36, 38-2 (version au 05/01/2026)	D	Déchargé à l'expiration, sur demande ou en application de l'art. 45 ; immovibilité du siège

7. Agences et établissements publics de l'État (47 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence Bio, GIP)	Directeur	Organes du GIP (non trouvé) ; l'État n'y nomme par arrêté que le commissaire du Gouvernement	Convention constitutive du GIP	E	Hors champ présidentiel (déduit)
Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)	Directeur	Arrêté du ministre chargé de l'agriculture	CRPM art. L.642-5 et s., R.642-1 et s.	E	Nomination ministérielle : hors champ
Agences de l'eau (6 : Adour-Garonne, Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée-Corse, Seine-Norma...	Directeur général	Arrêté du ministre chargé de l'environnement	C. env. art. R.213-33 et s. (agences de l'eau)	E	Nomination ministérielle : hors champ présidentiel
Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)	Directeur général	—	Dissous et fusionné dans l'ASNR au 1er janvier 2025 (loi 2024-450)	E	Entité disparue (successeur : ASNR)
Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) / Onema	Directeur général	—	Fusionnés dans l'Agence française pour la biodiversité puis l'OFB au 1er janvier 2020 (loi 2019-773) ; voir OFB	E	Entité disparue (successeur : OFB)
Établissements publics des parcs nationaux (11)	Directeur	Arrêté du ministre chargé de la protection de la nature	C. env. art. R.331-34 et s. (paragraphe « Directeur »)	E	Nomination ministérielle : hors champ
Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC)	Directeur général	Arrêté du garde des sceaux	CPP art. 706-159 et s., R.54-1 et s.	E	Nomination ministérielle : hors champ
Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des personnes placées sous main de justice (ATIGI...	Directeur	non trouvé (SCN du ministère de la justice : arrêté ministériel présumé)	Décret 2018-1098 (création du SCN)	E	Hypothèse : nomination par arrêté, hors champ

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Agence nationale de contrôle du logement social (Ancols)	Directeur général	Arrêté du ministre chargé du logement	CCH art. L.342-18 (« directeur général nommé par arrêté du ministre chargé du logement »)	E	Nomination ministérielle : hors champ
Agence nationale de l'habitat (Anah)	Directeur général	Arrêté du ministre chargé du logement	CCH art. R.321-1 et s.	E	Nomination ministérielle : hors champ
Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS)	Directeur général	Arrêté conjoint des ministres (économie, comptes publics, logement)	CCH (dispositions CGLLS)	E	Nomination ministérielle : hors champ
EpaMarne / EpaFrance (Marne-la-Vallée)	Directeur général	Arrêté du ministre chargé de la cohésion des territoires/logement	C. urb. art. L.321-14 et s.	E	Nomination ministérielle : hors champ
Grand Paris Aménagement	Directeur général	Arrêté du ministre chargé de la ville et du logement	C. urb. art. L.321-14 et s. ; décret 2025-242	E	Nomination ministérielle : hors champ
Offices de l'eau des départements d'outre-mer	Directeur	non trouvé (établissements publics locaux rattachés au département)	C. env. art. L.213-13 et s. (non vérifié)	E	Hypothèse : nomination locale, hors champ présidentiel
Établissement public d'aménagement Bordeaux-Euratlantique	Directeur général	Arrêté du ministre chargé du logement	C. urb. art. L.321-14 et s.	E	Nomination ministérielle : hors champ
Établissement public d'aménagement Euroméditerranée	Directeur général	Arrêté du ministre chargé du logement	C. urb. art. L.321-14 et s.	E	Nomination ministérielle : hors champ
Établissement public d'aménagement Paris-Saclay	Directeur général	Arrêté des ministres (enseignement supérieur, transition écologique)	C. urb. art. L.321-14 et s. ; statuts propres	E	Nomination ministérielle : hors champ
Établissement public d'aménagement de la Plaine du Var (Nice Éco-Vallée)	Directeur général	Arrêté du ministre chargé du logement	C. urb. art. L.321-14 et s.	E	Nomination ministérielle : hors champ
Établissement public foncier et d'aménagement de Mayotte (EPFAM) / de Guyane (EPFAG)	Directeur général	Arrêté des ministres (logement, outre-mer)	C. urb. L.321-36-1 et s.	E	Nomination ministérielle : hors champ
Établissements publics fonciers d'État (EPF Île-de-France, Normandie, Hauts-de-France, PACA, Occitanie, Vendée, etc.)	Directeur général	Arrêté du ministre chargé de l'urbanisme/logement	C. urb. art. L.321-1 et s., R.*321-1 et s. (réformés par décret 2025-242)	E	Nomination ministérielle : hors champ
Agence nationale du sport (ANS, GIP)	Directeur général	non trouvé (ni décret ni arrêté de nomination repéré ; GIP régi par sa convention constitutive)	C. sport art. L.112-10 et s. ; convention constitutive approuvée par arrêté (modifiée le 13/06/2024)	E	Hypothèse : désignation par les organes du GIP, hors champ présidentiel
Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP)	Directeur général	Arrêté du ministre chargé des sports	C. sport art. R.211-... (statuts INSEP, non vérifiés)	E	Nomination ministérielle : hors champ
Agence de l'innovation de défense (AID)	Directeur	Arrêté du ministre des armées	Arrêté de création de l'AID (SCN, 2018)	E	Nomination ministérielle : hors champ
Agence française anticorruption (AFA)	Directeur (magistrat du troisième grade de l'ordre judiciaire)	Décret du PR	Loi 2016-1691 (Sapin 2) art. 2	D	« Il ne peut être mis fin à ses fonctions que sur sa demande ou en cas d'empêchement ou en cas de manquement grave » (art. 2)
Agence France-Presse (AFP)	Président-directeur général	Conseil d'administration de l'AFP (13 voix au moins), hors de ses membres	Loi 57-32 art. 10	E	Hors champ : cessation décidée par le CA (13 voix) pour faute lourde de gestion ou acte incompatible avec la mission ; recours au conseil supérieur
Arte France	Président du directoire / PDG	Organes sociaux de la société (actionnaires : France Télévisions, État, Radio France, INA) – pas de...	Statuts de la SA (non relus)	E	Hors champ (hypothèse)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
France Médias Monde (société de l'audiovisuel extérieur)	Président	Arcom, à la majorité des membres (décision motivée) — pas le PR	Loi 86-1067 art. 47-4 et 47-5	E	Retrait du mandat par l'Arcom seulement (art. 47-5)
France Télévisions	Président	Arcom, à la majorité des membres (décision motivée) — pas le PR	Loi 86-1067 art. 47-4 (nomination) et 47-5 (retrait)	E	Le PR ne peut ni nommer ni révoquer : seul l'Arcom peut retirer le mandat, par décision motivée (art. 47-5)
Radio France	Président	Arcom, à la majorité des membres (décision motivée) — pas le PR	Loi 86-1067 art. 47-4 et 47-5	E	Retrait du mandat par l'Arcom seulement (art. 47-5)
TV5 Monde	Président-directeur général	Conseil d'administration de la SA (actionnaires publics français et partenaires francophones) — pas...	Statuts de la SA (non relus)	E	Hors champ (hypothèse)
Archives nationales (service à compétence nationale)	Directeur	Arrêté du ministre de la culture	Statut de SCN (arrêté)	E	Hors champ : nomination ministérielle
Centre national des arts plastiques (CNAP)	Directeur	Arrêté du ministre de la culture	Statut de l'établissement	E	Hors champ : nomination ministérielle
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris	Directeur	Arrêté du ministre de la culture	Statut de l'établissement	E	Hors champ : nomination ministérielle
Institut national du patrimoine (INP)	Directeur	Arrêté du ministre de la culture	Statut de l'établissement	E	Hors champ : nomination ministérielle
Musée Rodin	Directeur	Arrêté du ministre de la culture	Statut du musée Rodin	E	Hors champ : nomination ministérielle
Palais de la Porte Dorée (EP)	Directeur général	Décret du Premier ministre (rapport du ministre de l'intérieur)	Décret 2006-1388 art. 17	E	Hors champ : nomination par le Premier ministre
École nationale supérieure des beaux-arts	Directeur	Arrêté du ministre de la culture	Statut de l'établissement	E	Hors champ : nomination ministérielle
Institut Pasteur	Directeur général	Conseil d'administration de la fondation (fondation privée reconnue d'utilité publique) — hors champ	Statuts de la fondation (droit privé)	E	Hors champ : fondation de droit privé
Université Gustave-Eiffel	Président	Élection par le conseil d'administration (établissement public expérimental) — pas de décret du PR	Code de l'éducation L712-2 / ordonnance 2018-1131 et statuts de l'établissement (non relus)	E	Hors champ : élu, non nommé par le PR
Agence du numérique en santé (ANS, GIP)	Directeur général	Non trouvé : aucun décret du Président repéré ; nomination selon la convention constitutive du GIP...	Convention constitutive du GIP (arrêté d'approbation du 8 avril 2021)	E	Hors champ (déduit)
Agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux (ANAP, GIP)	Directeur général	Arrêté des ministres (travail-solidarités, santé, comptes publics)	Convention constitutive du GIP	E	Hors champ : nomination par arrêté
Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH)	Directeur(trice) général(l)e	Arrêté ministériel	CSP (non relu)	E	Hors champ : nomination par arrêté
Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA)	Directeur général	Conseil d'administration de la CCMSA (organisme de droit privé) ; aucun décret de nomination au JO...	CSS art. R123-47-3 (conditions de nomination du directeur de la CCMSA, issu du décret 2002-1117) ; code rural L723-11 s.	E	Hors champ : nomination hors pouvoir présidentiel (hypothèse : CA avec agrément ministériel, non vérifiée dans le texte)
Centre national de gestion des praticiens hospitaliers et des personnels de direction de la FPH (CNG)	Directeur général	Arrêté ministériel	CSP (non relu)	E	Hors champ : nomination par arrêté
Défenseur des enfants	Adjoint du Défenseur des droits	Premier ministre sur proposition du Défenseur des droits (non relu)	LO 2011-333 (non relu)	E	Hors champ (non nommé par le Président)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Fonds de réserve pour les retraites (FRR) / CNRACL	Direction	Gestion administrative assurée par la Caisse des dépôts (le DG de la CDC préside le directoire du F...	CSS L135-6 s. (non relu)	E	Hors champ (pas de nomination propre par le Président, déduit)
Unédic	Directeur général	Instances paritaires de l'association (loi 1901) gestionnaire de l'assurance chômage — pas de nomin...	Code du travail art. L5427-1 (non relu)	E	Hors champ : organisme paritaire de droit privé

8. Entreprises publiques et participations de l'État (36 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Air France-KLM	Directeur général / président du CA	Conseil d'administration	Code de commerce ; droit néerlandais pour KLM	E	Participation de l'État : 28,0 % (REA 2025) ; hors champ du Président
Airbus SE	Président / directeur général	Conseil d'administration	Code de commerce (droit néerlandais pour Airbus SE)	E	Participation de l'État : 10,8 % (REA 2025) ; hors champ du Président
ArianeGroup SAS / Arianespace	Président / CEO	Organes sociaux (Airbus et Safran 50/50)	Code de commerce	E	État titulaire d'une action spécifique dans ArianeGroup (liste APE) ; hors champ
Atout France (GIE)	Directeur général	Arrêté du ministre chargé du tourisme	Code du tourisme (GIE Atout France) — article non relu	E	GIE dont l'État est membre ; nomination par arrêté ministériel, hors champ du Président
Audiovisuel public (France Télévisions, Radio France, France Médias Monde)	Président-directeur général	Arcom (autorité indépendante)	Loi n° 86-1067 art. 47-4 (non relu)	E	Participation de l'État : 100 % ; nomination et révocation par l'Arcom (hors champ ; probablement traité dans un autre lot)
Autoroutes et tunnel du Mont-Blanc (ATMB) ; Société française du tunnel routier du Fréjus (SFTRF)	Président-directeur général	non trouvé (hypothèse : CA, capital détenu en majorité par le FDPITMA, établissement public — art....	non trouvé (statuts SFTRF : décret n° 93-618)	E	Participation publique majoritaire via FDPITMA (non vérifiée) ; aucun décret de nomination trouvé
Autres participations minoritaires APE (Dexia, Eutelsat, Odas, John Cockerill Defense, Bull, Casino d'Aix-les-Bains, So...	Dirigeants	Organes sociaux	Code de commerce / droit étranger	E	État minoritaire ou action spécifique ; hors champ
Aéroport Marseille Provence SA	Président du directoire	Conseil de surveillance (règles du code de commerce)	Code des transports L. 6322-7 (dérogation expresse à l'art. 19 ord. 2014-948) ; loi n° 2005-357 (sociétés aéroportuaire...	E	Participation de l'État : 60 % (État 60 %, CCI 25 %, collectivités 15 % — répartition type, non vérifiée individuellement) ; dirigeants désignés et révoqués se...
Aéroport Martinique Aimé Césaire SA	Président du directoire	Conseil de surveillance (règles du code de commerce)	Code des transports L. 6322-7 (dérogation expresse à l'art. 19 ord. 2014-948) ; loi n° 2005-357 (sociétés aéroportuaire...	E	Participation de l'État : 60 % (État 60 %, CCI 25 %, collectivités 15 % — répartition type, non vérifiée individuellement) ; dirigeants désignés et révoqués se...
Aéroport Montpellier Méditerranée SA	Président du directoire	Conseil de surveillance (règles du code de commerce)	Code des transports L. 6322-7 (dérogation expresse à l'art. 19 ord. 2014-948) ; loi n° 2005-357 (sociétés aéroportuaire...	E	Participation de l'État : 60 % (État 60 %, CCI 25 %, collectivités 15 % — répartition type, non vérifiée individuellement) ; dirigeants désignés et révoqués se...
Aéroport Toulouse-Blagnac SA	Président du directoire	Conseil de surveillance	Code des transports L. 6322-7 ; code de commerce	E	Participation de l'État : ≈ 10 % (cession de 49,99 % en 2015 — chiffre non vérifié)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Aéroport de Bordeaux-Mérignac SA	Président du directoire	Conseil de surveillance (règles du code de commerce)	Code des transports L. 6322-7 (dérogation expresse à l'art. 19 ord. 2014-948) ; loi n° 2005-357 (sociétés aéroportuaire...	E	Participation de l'État : 60 % (État 60 %, CCI 25 %, collectivités 15 % – répartition type, non vérifiée individuellement) ; dirigeants désignés et révoqués se...
Aéroport de La Réunion Roland Garros SA	Président du directoire	Conseil de surveillance (règles du code de commerce)	Code des transports L. 6322-7 (dérogation expresse à l'art. 19 ord. 2014-948) ; loi n° 2005-357 (sociétés aéroportuaire...	E	Participation de l'État : 60 % (État 60 %, CCI 25 %, collectivités 15 % – répartition type, non vérifiée individuellement) ; dirigeants désignés et révoqués se...
Aéroport de Strasbourg-Entzheim SA	Président du directoire	Conseil de surveillance (règles du code de commerce)	Code des transports L. 6322-7 (dérogation expresse à l'art. 19 ord. 2014-948) ; loi n° 2005-357 (sociétés aéroportuaire...	E	Participation de l'État : 60 % (État 60 %, CCI 25 %, collectivités 15 % – répartition type, non vérifiée individuellement) ; dirigeants désignés et révoqués se...
Aéroports de Guyane (Cayenne Félix-Éboué) et de Mayotte	Directeur / exploitant	Concessionnaire (CCI ou opérateur privé) – pas de société aéroportuaire à capitaux d'État repérée	non trouvé	E	Absents de la liste APE des participations ; exploitation en concession (déduit)
Aéroports de Lyon SA	Président du directoire	Organes sociaux (privatisé)	Code de commerce ; loi n° 2015-990 (privatisation)	E	Privatisé en 2016 (cession des 60 % de l'État à un consortium mené par Vinci) ; État non actionnaire (déduit)
Aéroports de la Côte d'Azur SA (Nice)	Président du directoire	Organes sociaux (privatisé)	Code de commerce ; loi n° 2015-990 (privatisation)	E	Privatisé en 2016 (cession des 60 % de l'État au consortium Azurra) ; État non actionnaire (déduit)
CDC Habitat	Président du directoire	Conseil de surveillance (filiale de la Caisse des dépôts)	Code de commerce	E	Participation : filiale CDC ; État non actionnaire direct (hors portefeuille APE)
Civipol (Civipol Conseil SA)	Président-directeur général	Conseil d'administration (État minoritaire)	Code de commerce	E	Participation de l'État : minoritaire (≈ 40 %, non vérifié) ; administrateurs de l'État nommés par arrêté ; aucun décret de nomination du PDG trouvé
Engie	Président / directeur général	Conseil d'administration (État minoritaire)	Code de commerce ; code de l'énergie (État > 1/3 du capital, action spécifique)	E	Participation de l'État : 23,6 % (REA 2025) ; dirigeants choisis et révoqués par le CA
Eramet	PDG	Conseil d'administration	Code de commerce	E	Participation de l'État : 27,1 % (REA 2025) ; hors champ du Président
Expertise France (SAS, filiale de IAFD)	Directeur général	Conseil d'administration, sur proposition du DG de IAFD	Statuts approuvés par décret du 30/12/2021, art. 12.5	E	Participation : 100 % AFD ; révocable à tout moment par le CA
KNDS France (ex-Nexter Systems) / KNDS NV	Président / CEO	Organes sociaux de KNDS (État non majoritaire direct)	Code de commerce ; droit néerlandais (KNDS NV)	E	Participation : KNDS NV détenu à 50 % par GIAT Industries ; État titulaire d'une action spécifique dans Nexter Systems (liste APE) ; hors champ
La Française des jeux (FDJ United)	Président-directeur général	Conseil d'administration, sous agrément préalable des ministres de l'économie et du budget après co...	Ordonnance n° 2019-1015 du 02/10/2019, art. 20 ; loi n° 2019-486 (privatisation)	E	Participation de l'État : 21,1 % (REA 2025) ; privatisée en 2019 ; l'agrément ministériel peut être retiré (art. 20) mais le Président n'intervient pas
Orange	Président / directeur général	Conseil d'administration	Code de commerce	E	Participation de l'État : 13,4 % directe (REA 2025 ; + Bpifrance) ; hors champ

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Renault	Président / directeur général	Conseil d'administration	Code de commerce (droit néerlandais pour Airbus SE)	E	Participation de l'État : 15,0 % (REA 2025) ; hors champ du Président
SFIL (Société de financement local)	Directeur général	Conseil d'administration (filiale de la CDC)	Code de commerce	E	Participation : CDC ≈ 99,99 %, État 1 action (liste APE « une seule action ») ; hors champ
SNCF Gares & Connexions SA	Directeur général	Organes sociaux de la filiale (hypothèse : CA de la filiale de SNCF Réseau, éventuellement sous con...	Code des transports L. 2111-9 5° (filiale de SNCF Réseau) ; statuts non trouvés	E	Participation : 100 % SNCF Réseau ; aucun décret de nomination trouvé
SNCF Réseau SA	Président-directeur général / directeur général	Conseil d'administration de SNCF Réseau, après avis conforme de l'Autorité de régulation des transp...	Statuts approuvés par décret n° 2019-1587, art. 13 ; code des transports L. 2111-16	E	Participation : 100 % SNCF SA (société opérationnelle, pas une holding pure : art. 19 II ord. inapplicable) ; révocation par le CA soumise à avis conforme de l...
SNCF Voyageurs SA	Président-directeur général / directeur général	Conseil d'administration de SNCF Voyageurs	Statuts approuvés par décret n° 2019-1589, art. 13	E	Participation : 100 % SNCF SA ; révocation par le CA
STMicroelectronics NV	Président du directoire (CEO)	Assemblée générale / conseil de surveillance (droit néerlandais)	Droit néerlandais	E	Participation indirecte via STMicroelectronics Holding NV (Bpifrance / État italien) – taux non vérifié ; hors champ
Safran	Président / directeur général	Conseil d'administration	Code de commerce (droit néerlandais pour Airbus SE)	E	Participation de l'État : 11,6 % (REA 2025) ; hors champ du Président
Semmaris (Marché d'intérêt national de Rungis, SEM)	Président-directeur général	Conseil d'administration (État minoritaire)	Code de commerce ; statuts de SEM	E	Participation de l'État : minoritaire (≈ 33 %, chiffre non vérifié) ; administrateurs de l'État nommés par arrêté ; aucun décret de nomination du PDG
Société aéroportuaire Guadeloupe Pôle Caraïbes SA	Président du directoire	Conseil de surveillance (règles du code de commerce)	Code des transports L. 6322-7 (dérogation expresse à l'art. 19 ord. 2014-948) ; loi n° 2005-357 (sociétés aéroportuaire...	E	Participation de l'État : 60 % (État 60 %, CCI 25 %, collectivités 15 % – répartition type, non vérifiée individuellement) ; dirigeants désignés et révoqués se...
Thales	Président / directeur général	Conseil d'administration	Code de commerce (droit néerlandais pour Airbus SE)	E	Participation de l'État : 26,6 % (REA 2025) ; hors champ du Président
Union des groupements d'achats publics (UGAP, EPIC)	Directeur général	non trouvé	Décret n° 85-801 – article non relu	E	EPIC ; aucun décret de nomination du DG trouvé (hypothèse : nomination par arrêté ou par le CA)

9. Autorités administratives et publiques indépendantes (28 lignes)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Agence française anticorruption (AFA) [hors annexe loi 2017-55 – déjà traitée au lot D]	Directeur (magistrat hors hiérarchie de l'ordre judiciaire)	Décret du PR	Loi 2016-1691 art. 2	D	« Il ne peut être mis fin à ses fonctions que sur sa demande ou en cas d'empêchement ou en cas de manquement grave » (art. 2)

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Agence française de lutte contre le dopage (AFLD, API – annexe n° 1)	Président du collège (président de l'agence)	Décret du PR, parmi les 9 membres du collège (membres nommés par décret sur désignation du VP du CE...	C. sport art. L232-6 ; loi 2017-55 annexe n° 1	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA, AAI – annexe n° 2)	Président	Décret du PR (texte : « décret du Président de la République ») – en pratique décret en conseil des...	C. transports art. L6361-1 et L6361-3 ; loi 2017-55 annexe n° 2	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) [qualité d'AAI supprimée par loi 2017-55 art. 24]	Président	De droit : le gouverneur de la Banque de France	CMF art. L612-5 (présidence de droit) ; loi 2017-55 art. 24	E	Présidence ex officio : suit le régime du gouverneur (voir Banque de France)
Autorité de la concurrence (AAI – annexe n° 4)	Président	Décret du PR (président) ; 16 autres membres nommés par décret pris sur le rapport du ministre de l...	C. commerce art. L461-1 ; loi 2017-55 annexe n° 4	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom, API – annexe n° 5)	Président	Nommé par le PR (décret simple) ; 3 membres désignés par le président de l'AN et 3 par celui du Sén...	Loi 86-1067 art. 4 ; loi 2017-55 annexe n° 5	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ARCEP, AAI – an...	Président (+ 2 membres nommés par le PR)	Décret du PR pour le président et 2 membres ; 2 membres par le président de l'AN, 2 par le présiden...	CPCE art. L130 ; loi 2017-55 annexe n° 3	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Autorité de régulation des transports (ART, API – annexe n° 6)	Président du collège	Décret simple du PR selon la procédure de l'art. 13 al. 5 (cf. lot D)	C. transports art. L1261-4 et L1261-5 ; loi 2017-55 annexe n° 6	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR, AAI – annexe n° 9, depuis le 01/01/2025)	Président du collège (+ 2 autres membres désignés par le PR)	Décret du PR (3 membres dont le président) ; 1 membre par le président de l'AN, 1 par le président...	C. env. art. L592-2 (réd. loi 2024-450) ; loi 2017-55 annexe n° 9	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Autorité des marchés financiers (AMF, API – annexe n° 8)	Président	Décret du PR (président) ; autres membres désignés par le VP du CE, les 1ers présidents Cass./Cour...	CMF art. L621-2 ; loi 2017-55 annexe n° 8	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Autorité nationale des jeux (ANJ, AAI – annexe n° 7)	Président du collège	Décret simple du PR (président) ; 6 membres par décret (dont alternativement un membre du CE ou de...	Loi 2010-476 art. 35 ; loi 2017-55 annexe n° 7	D	Art. 35 II loi 2010-476 (irrévocable) + Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN, AAI – annexe n° 10)	Président (et 8 personnalités qualifiées)	Décret simple du PR pour les 9 membres ; président : membre du CE ou magistrat de la Cour de cassat...	Loi 2010-2 art. 4 II ; loi 2017-55 annexe n° 10	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Commission d'accès aux documents administratifs (CADA, AAI – annexe n° 11)	Président	Décret du PR, parmi les membres ; les autres membres sont nommés par décret du Premier ministre (dé...	CRPA art. L341-1 ; loi 2017-55 annexe n° 11	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Commission de régulation de l'énergie (CRE, AAI – annexe n° 18)	Président du collège (+ 2 membres nommés par décret)	Décret du PR (président) ; 2 membres par décret (dont 1 sur proposition du ministre des outre-mer)...	C. énergie art. L132-2 ; loi 2017-55 annexe n° 18	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Commission du secret de la défense nationale (CSDN, AAI – annexe n° 12)	Président (+ vice-président et 1 membre choisis par le PR)	Décret simple du PR : président, vice-président et 1 membre choisis sur une liste de 6 membres du C...	C. défense art. L2312-2 ; loi 2017-55 annexe n° 12	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR, AAI – annexe n° 15)	Président	Décret simple du PR, parmi les 2 membres du CE et les 2 magistrats de la Cour de cassation (eux-mêm...	CSI art. L831-1 ; loi 2017-55 annexe n° 15	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL, AAI – annexe n° 17)	Président	Décret du PR, parmi les membres du collège	Loi 78-17 art. 9 ; loi 2017-55 annexe n° 17	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP, AAI – annexe n° 14)	Président	Décret simple du PR, parmi les 9 membres (3 CE, 3 Cass., 3 Cour des comptes, nommés par décret sur...	C. électoral art. L52-14 ; loi 2017-55 annexe n° 14	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Commission nationale du débat public (CNDP, AAI – annexe n° 16)	Président (et 2 vice-présidents)	Décret du PR pour le président et les 2 vice-présidents ; autres membres : présidents des assemblée...	C. env. art. L121-3 ; loi 2017-55 annexe n° 16	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution (redécoupage électoral) [hors annexe loi 2017-55]	Président (personnalité qualifiée nommée par le PR)	Décret simple du PR après avis des commissions des lois ; 1 personnalité par chaque président d'ass...	Const. art. 25 ; C. électoral art. L567-1 et L567-2	D	L567-2 : seule la commission, à l'unanimité des autres membres, peut suspendre le mandat ou y mettre fin (incompatibilité, empêchement, manquement aux obligati...

Entité / service	Poste	Qui nomme	Base juridique	Régime	Fin de fonctions
Contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL, AAI – annexe n° 13)	Contrôleur général	Décret du PR – en pratique en conseil des ministres (« le conseil des ministres entendu »)	Loi 2007-1545 art. 2 ; loi 2017-55 art. 4 et annexe n° 13	D	Art. 2 loi 2007-1545 : « Il ne peut être mis fin à ses fonctions avant l'expiration de son mandat qu'en cas de démission ou d'empêchement » ; loi 2017-55 art....
Défenseur des droits (AAI constitutionnelle – annexe n° 20)	Défenseur des droits	Décret du PR en conseil des ministres	Const. art. 71-1 ; LO 2011-333 art. 1er ; loi 2017-55 art. 4 et annexe n° 20	D	LO 2011-333 art. 1er : « Il ne peut être mis fin à ses fonctions que sur sa demande ou en cas d'empêchement dans des conditions définies par décret en Conseil...
Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres, API – annexe n° 22)	Président du collège	Décret simple du PR (cf. lot B)	C. recherche art. L114-3-3 ; loi 2017-55 annexe n° 22	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Haute Autorité de l'audit (H2A, ex-H3C, API – annexe n° 23)	Président (magistrat hors hiérarchie de la Cour de cassation)	Décret simple du PR ; autres membres nommés par décret (hors membres de droit)	C. commerce art. L820-2 ; loi 2017-55 annexe n° 23	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Haute Autorité de santé (HAS, API – annexe n° 21)	Président du collège	Décret simple du PR après avis des commissions (cf. lot A)	CSS art. L161-42 ; loi 2017-55 annexe n° 21	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP, AAI – annexe n° 25)	Président (+ 2 personnalités qualifiées nommées par décret)	Décret simple du PR (président) ; 2 personnalités qualifiées par décret ; 6 membres élus par le CE,...	Loi 2013-907 art. 19 ; loi 2017-55 annexe n° 25	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...
Médiateur national de l'énergie (API – annexe n° 26)	Médiateur	Arrêté des ministres chargés de l'énergie et de la consommation (arrêté du ministre de l'économie e...	C. énergie art. L122-2 ; loi 2017-55 art. 4 et annexe n° 26	E	Hors champ (nomination ministérielle) ; mandat néanmoins irrévocable (loi 2017-55 art. 6 al. 1)
Statut général des AAI/API (loi 2017-55, annexe de 24 autorités en vigueur ; n° 19 CSA et n° 24 Hadopi abrogés, fusionn...	Membres des collèges (dont présidents)	Variable selon la loi de chaque autorité (voir lignes suivantes)	Loi 2017-55 art. 1er (annexe), 4, 5, 6, 7 ; annexe modifiée en dernier lieu par loi 2024-450 (ASNR au 01/01/2025)	D	Loi 2017-55 art. 6 : mandat non révocable ; fin anticipée seulement par démission, ou par délibération du collège (3/4 des autres membres) constatant un manque...

5. Textes de référence

Constitution, art. 8, 13, 19, 21, 64, 65	legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000571356
Ordonnance n° 58-1136 du 28 novembre 1958	legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000339141
Décret n° 59-587 du 29 avril 1959 (annexe)	legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000306927

Loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 (annexe)	legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000022511151
Code général de la fonction publique, R*341-1 et R341-2	legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000052013317
Ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014, art. 19 à 21	legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000029391551
Décret n° 2022-491 du 6 avril 2022 (préfets et sous-préfets)	legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000045522798
Arrêté du 21 décembre 2022 (classement des emplois de sous-préfet)	legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046837073
Décret n° 2022-335 du 9 mars 2022 (inspections générales)	legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000045327395
Loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 (autorités indépendantes)	legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000033897475
Code monétaire et financier, L142-8	legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000030054327
Ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 (magistrature)	legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000339259

Document de travail en construction. Les informations, chiffres et raisonnements qu'il contient dépendent des conditions économiques, environnementales et sociétales actuelles et sont susceptibles d'évoluer avec elles.